

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Attijariwafa bank
au 30 juin 2021

Communication financière

2021

Contact : Information Financière et Relations Investisseurs - Ibtissam Abouharia, e-mail : i.abouharia@attijariwafa.com
<http://ir.attijariwafabank.com>



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous

Attijariwafa bank

SA au capital de 2 131 729 870 DH- Siège social : 2, boulevard Moulay Youssef, 20000 Casablanca, Maroc
Téléphone +212 (0)5 22 22 41 69 ou +212 (0)5 55 29 88 88 - RC 333 - IF 01085221

www.attijariwafabank.com

› À propos d'Attijariwafa bank

Créé en 2004, à travers la fusion entre la Banque Commerciale du Maroc (fondée en 1911) et Wafabank (fondée en 1904), Attijariwafa bank est leader incontesté au Maroc et 6^{ème} en Afrique.

Attijariwafa bank est le groupe bancaire de référence en Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest et de l'Afrique Centrale. En plus de l'activité bancaire, le Groupe opère, à travers des filiales spécialisées, dans tous les métiers financiers : assurance, crédit immobilier, crédit à la consommation, leasing, gestion d'actifs, intermédiation boursière, conseil, location longue durée, factoring...

Attijariwafa bank est basée au Maroc et opère dans 25 pays : en Afrique (Égypte, Tunisie, Mauritanie, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Côte-d'Ivoire, Togo, Niger, Bénin, Congo, Gabon et Cameroun) et en Europe (Belgique, France, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Espagne et Suisse) à travers des filiales bancaires contrôlées majoritairement par la banque, à Dubai, Abudhabi, Riyadh, Londres et Montréal à travers des bureaux de représentation.

Attijariwafa bank est un acteur panafricain de référence ayant accéléré sa croissance en Afrique au cours des dernières années, la Banque de Détail à l'International contribue à hauteur de 32,5% au produit net bancaire et de 28,3% au résultat net part du groupe au 30 juin 2021.

Le Groupe dispose du réseau de distribution le plus large au Maroc et le plus dense en Afrique avec 5 566 agences et emploie 20 583* collaborateurs au service de 10,7 millions de clients au 30 juin 2021. Avec une action au quotidien basée sur les valeurs du leadership, de l'engagement, de la citoyenneté, de l'éthique et de la solidarité, Attijariwafa bank mobilise l'ensemble de ses ressources au service du continent africain.

Attijariwafa bank est cotée à la bourse de Casablanca avec une capitalisation boursière de 11,0 USD milliards au 30 juin 2021.

* Donnée à fin décembre 2020

Attijariwafa bank en chiffres

➤ 20 583* collaborateurs

➤ 3 500 agences au Maroc

➤ 294 agences en Afrique du Nord

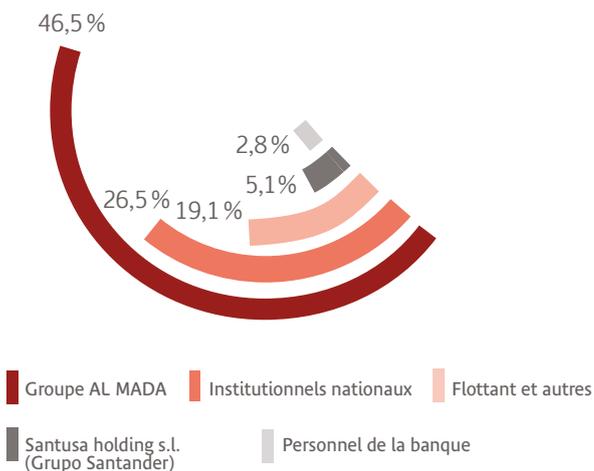
➤ 60 points de vente en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique

➤ 813 agences en Afrique de l'Ouest

➤ 899 agences en Afrique Centrale

* Donnée à fin décembre 2020

Actionnariat au 30 juin 2021



Évolution du cours de l'action Attijariwafa bank

Attijariwafa bank vs MASI du 31/12/2015 au 23/09/2021

1^{ère} capitalisation boursière du secteur bancaire au Maroc : 97,8 milliards de dirhams au 30 juin 2021

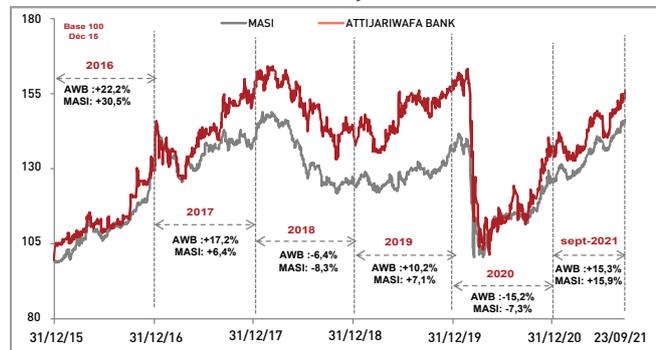


Tableau de bord de l'actionnaire

Attijariwafa bank	2019	2020	30/06/2021
Cours	499,00	423,25	459,00
P/B	2,20x	1,86x	1,99x
PER	18,01x	29,4x	37,5x
DY	2,71%	2,60%	-
Nombre d'actions	209 859 679	209 859 679	213 172 987
Capitalisation boursière (en millions de dirhams)	104 720	88 823	97 846

Comité de Coordination et de Synergies

Direction Générale

M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général
M. Omar BOUNJOU	Directeur Général Délégué - Pôle Banque de Détail Maroc et Europe
M. Ismail DOURI	Directeur Général Délégué - Pôle Banque de Détail à l'International et Filiales de Financement Spécialisées
M. Talal EL BELLAJ	Directeur Général Délégué - Gestion Globale des Risques Groupe
M. Hassan Bedraoui	Directeur Général Adjoint - Responsable du Pôle Transformation, Innovation, Technologies et Opérations
M. Youssef Rouissi	Directeur Général Adjoint - Responsable du Pôle Corporate Banking, Markets & Investor Solutions

Réseau

M. Saad BENWAHOUD	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Région Rabat - Salé - Kenitra
M. Hassan BERTAL	Directeur Général Adjoint - Responsable Réseau Maroc
M. Othmane BOUDHAIMI	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Souss-Massa-Sahara
M. Tarik BERNOUSSI	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Oriental
M. Mohamed Karim CHRAIBI	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Marrakech - Beni Mellal - Tafilalet
M. Rédouane EL AU	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Responsable de la Région Casablanca - Settat
M. Khalid EL KHALIFI	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Fès - Meknes
M. Rachid MAGANE	Directeur Exécutif - Responsable de la Région Tanger - Tetouan - Al Hoceima

Entités centrales

M. Jamal AHIZOUNE	Directeur Général Adjoint - Responsable de la Banque de Détail Afrique de l'Ouest & Afrique Centrale
M. Mouaouia ESSEKELLI	Directeur Général Adjoint - Responsable Filiales Financières Spécialisées
Mme Wafaa GUESSOUS	Directeur Général Adjoint - Responsable Logistique et Achats Groupe
Mme Yasmine ABOUDRAR	Directeur Exécutif - Responsable Stratégie & Développement Groupe
M. Jalal BERRADY	Directeur Exécutif - Responsable Banque Privée
M. Younes BELABED	Directeur Exécutif - Responsable Audit Général Groupe
Mme Saloua BENMEHREZ	Directeur Exécutif - Responsable Communication Groupe
Mme Bouchra BOUSSERGHINE	Directeur Exécutif - Responsable Conformité Groupe
M. Rachid EL BOUZIDI	Directeur Exécutif - Responsable Supports & Moyens du pôle Banque de Détail
M. Rachid KAMAL	Directeur Exécutif - Responsable des Services et Traitements Groupe
M. Karim Idrissi KAITOUNI	Directeur Exécutif - Responsable Marché de l'Entreprise
Mme Soumaya LRHEZZIUI	Directeur Exécutif - Responsable efficacité opérationnelle
Mme Ghizlane ALAMI MARROUNI	Directeur Exécutif - Responsable Marché des Particuliers, Professionnels
M. Hicham ZIADI	Directeur Exécutif - Responsable des Systèmes d'Information Groupe
M. Mohamed SOUSSI	Directeur Exécutif - Responsable Capital Humain Groupe
M. Rachid Keltani	Directeur Exécutif - Responsable Finances Groupe

Conseil d'Administration au 30 juin 2021

M. Mohamed EL KETTANI	Président Directeur Général du Groupe	M. José REIG	Administrateur
M. Mohammed Mounir EL MAJIDI	Administrateur - Représentant SIGER	M. Abed YACOUBI SOUSSANE	Administrateur
M. Hassan OURIAGLI	Administrateur - Représentant AL MADA	M. Aldo OLCESE SANTONJA	Administrateur indépendant
M. Abdelmjid TAZLAOUI	Administrateur	M. Manuel VARELA	Administrateur - Représentant Santander
M. Aymane TAUD	Administrateur	M. Lionel ZINSOU	Administrateur indépendant
		M. Azdine El Mountassir Billah	Administrateur

Rating

Fitch Rating	Février 2021	Standard & Poor's	Novembre 2020	Moody's	Février 2021
Long-term en devises	BB	Long-term	BB	Long-term en devises	Ba1
Short-term en devises	B	Short-term	B	Short-term en devises	NP
Long-term National	AA-(mar)	Perspective	stable	Perspective	négative
Perspective	stable				

Mobilisation et engagement du groupe Attijariwafa bank pour accompagner les clients et favoriser la relance économique

Le Conseil d'Administration d'Attijariwafa bank s'est réuni le mardi 21 septembre 2021, sous la présidence de M. Mohamed El Kettani pour examiner l'activité et arrêter les comptes au 30 juin 2021.

Dispositif de soutien à l'économie depuis le début de la crise

- > **9 251** jeunes et porteurs de projets financés
- > **39%¹** du total des crédits « **INTELAKA** » octroyés par le secteur
- > **33%¹** du total des crédits « **DAMANE OXYGÈNE** » octroyés par le secteur
- > **30%¹** du total des crédits « **DAMANE RELANCE** » octroyés par le secteur

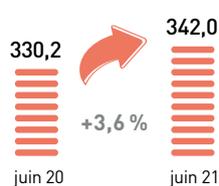
1^{er} Collecteur de l'épargne

Épargne totale collectée*
(MAD Mrds)



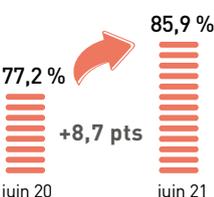
1^{er} Financier de l'économie

Crédits totaux distribués
(MAD Mrds)

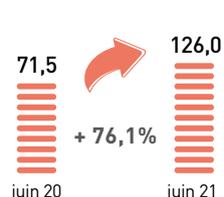


1^{er} acteur de la banque digitale et des paiements électroniques au Maroc

Part de la banque digitale dans les transactions**



Nombre de connexions sur les plateformes digitales (en millions de connexions)



(*) Total dépôts clientèle consolidés + Encours de gestion d'actifs + Encours de bancassurance

(**) L'ensemble des opérations disponibles sur les différents canaux digitaux, ex : virements unitaires, mises à disposition, paiement de factures...

1^{ER} CONTRIBUTEUR AUX DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOUTIEN AUX TPE

Au titre du premier semestre 2021, Attijariwafa bank a confirmé son soutien à ses clients, aux communautés et aux économies de présence. Ainsi, l'ensemble des ressources et des expertises du Groupe ont été mobilisées pour accompagner les clients dans la gestion des impacts de la crise et pour mettre en œuvre toutes les mesures envisageables afin de favoriser la reprise économique et l'investissement productif.

Au Maroc, Attijariwafa bank a poursuivi son soutien et ses financements massifs au bénéfice des grandes entreprises, des très petites et moyennes entreprises et des ménages. À titre illustratif et non limitatif, ce soutien s'est matérialisé par :

- Le financement de **9 251 jeunes et porteurs de projet** pour un montant de **1,9 milliard de dirhams**, dans le cadre de l'initiative « **Intelaka** », ce qui correspond à **39%¹** du total des crédits accordés par le secteur bancaire ;
- La production de **4,7 milliards de dirhams de crédits immobiliers acquéreurs au titre du premier semestre 2021** (+79% et +21% par rapport au premier semestre 2020 et 2019 respectivement), contribuant à financer l'accès au logement et à soutenir le secteur de l'immobilier dans cette conjoncture difficile ;
- L'octroi de **18 538 crédits « Damane Oxygène »** en faveur des commerçants/artisans et TPE, pour une enveloppe de **5,7 milliards de dirhams**, soit une part de marché de **33%¹** ;
- La distribution de **13,4 milliards de dirhams de crédits « Relance »** au bénéfice de **17 764 entreprises**, soit une part de marché de **30%¹** ;

- L'inscription de **95 000 autoentrepreneurs**, soit une part de marché de **59%²** ;

- Le financement, au titre du premier semestre 2021, de **5 937 PME** pour un montant de **3,4 milliards de dirhams dans le cadre des initiatives « Damane Express », « Damane Attasyir » et « Damane Istitar »**, soit une part de marché de **26%**.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE EN PROGRESSION, SANS ATTEINDRE LE NIVEAU DE 2019³

Le produit net bancaire consolidé s'élève à **12,5 milliards de dirhams**, en amélioration de 0,7% par rapport au premier semestre 2020 (+1,5% à périmètre et cours de change constants), bénéficiant d'une dynamique commerciale positive en termes de collecte de l'épargne et de financement de l'économie, dans un contexte de **reprise graduelle de l'activité économique dans les différents pays de présence**. Ainsi, l'épargne collectée et les crédits consolidés s'établissent respectivement à **532,9 milliards de dirhams (+8,7%⁴)** et **342,0 milliards de dirhams (+3,6%⁴)**.

Par pôle d'activité, la hausse du produit net bancaire consolidé intègre la croissance de la contribution de la Banque au Maroc, en Europe et Tanger offshore (+3,5%), de la Banque de Détail à l'International (+3,1%) et des Filiales de Financement Spécialisées (+7,4%). La contribution du pôle Assurance enregistre, quant à elle, une baisse de 30,2% expliquée par la normalisation de la sinistralité des branches « automobile » et « accidents de travail » (après une amélioration importante en 2020 en lien avec les mesures sanitaires).

Le résultat d'exploitation augmente de **+30,1%⁵** pour s'établir à **5,0 milliards de dirhams**, contre **2,7 milliards de dirhams** au premier semestre 2020

(**5,4 milliards de dirhams** en S1 2019), et ce grâce à une discipline confirmée en matière de **contrôle des coûts (-16,5% ou +0,9% hors contribution au fonds Covid-19 au premier semestre 2020⁴)** et à la normalisation progressive du coût du risque (**-37,0%**).

Le résultat net consolidé s'élève à **3,2 milliards de dirhams**, contre **1,6 milliard de dirhams** au premier semestre 2020 (**3,5 milliards de dirhams** en S1 2019), soit une hausse de **+38,1%⁵**. Pour sa part, le résultat net part du groupe ressort à **2,6 milliards de dirhams**, contre **1,2 milliard de dirhams** au premier semestre 2020 (**2,9 milliards de dirhams** en S1 2019), en croissance de **+35,8%⁵**.

RENFORCEMENT DE LA SOLIDITÉ FINANCIÈRE D'ATTIJARIWAFABANK

Au cours des huit premiers mois de l'année 2021, Attijariwafa bank a clôturé avec succès deux opérations d'augmentation de capital, par conversion optionnelle des dividendes distribués en actions. Ces opérations ont permis d'augmenter le capital d'Attijariwafa bank d'un montant de **2,1 milliards de dirhams**, de **renforcer sa solidité financière, d'accroître ses capacités à financer l'économie et de contribuer à stimuler la reprise**.

Les équipes d'Attijariwafa bank abordent le dernier trimestre 2021 et l'exercice 2022 avec détermination, mobilisation et engagement pour continuer à **soutenir les clients, financer les économies de présence et favoriser la relance économique et la reprise de l'activité**.

Le Conseil d'Administration a félicité l'ensemble des équipes du Groupe pour leur engagement et leur mobilisation au bénéfice des clients et du soutien de la reprise économique.

Le Conseil d'Administration
Casablanca, le 21 septembre 2021

(1) Part de marché en volume. Les parts de marché en nombre de dossiers s'établissent à 35% pour « Intelaka », 37% pour « Damane Oxygène » et 35% pour « Damane Relance »

(2) Part de marché relative au secteur bancaire

(3) RNP de 2,6 milliards de dirhams au titre du premier semestre 2021 et de 2,9 milliards de dirhams au premier semestre 2019

(4) Variation entre le 30 juin 2021 et le 30 juin 2020

(5) En retraitant la charge de la contribution au fonds spécial Covid-19 en 2020

PUBLICATION DES COMPTES

Comptes consolidés au 30 juin 2021

NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1 Contexte

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards -IFRS-) ont été appliquées aux comptes consolidés du groupe Attijariwafa bank à compter du 1^{er} semestre 2007 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2006.

Dans les comptes consolidés présentés au 30 juin 2021, le groupe Attijariwafa bank a appliqué les normes et principes de l'International Accounting Standards Board (IASB) dont l'application est obligatoire.

1.2 Normes comptables appliquées

1.2.1 Principe de consolidation :

Norme :

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités étrangères et nationales dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

De même, le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini « entités ad hoc » contrôlées par l'établissement de crédit assujetti, et ce même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à savoir : l'intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon les normes IFRS 11 « Partenariats » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Options retenues par Attijariwafa bank :

Le groupe Attijariwafa bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités dont :

- Il détient, directement ou indirectement, au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels ;
- Les chiffres consolidés remplissent une des limites suivantes :
 - le total bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total bilan consolidé ;
 - la situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette consolidée ;
 - le chiffre d'affaires ou produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires consolidés.

Les OPCVM dédiés sont consolidés conformément à IFRS 10 qui explicite la consolidation des entités ad hoc et plus particulièrement les fonds sous contrôle exclusif.

Enfin, sont exclues du périmètre de consolidation, les entités contrôlées ou sous influence notable dont les titres sont détenus en vue d'une cession à brève échéance.

1.2.2 Immobilisations corporelles :

Norme :

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, une entité doit choisir une des méthodes suivantes : Le modèle du coût ou le modèle de la réévaluation.

Le modèle du coût

Le coût correspond au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Le modèle de la réévaluation

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, une immobilisation corporelle dont la juste valeur peut être évaluée de manière fiable doit être comptabilisée à son montant réévalué. Il s'agit de sa juste valeur à la date de réévaluation diminuée du cumul des amortissements et des pertes de valeur ultérieures.

L'approche par composants correspond à la décomposition d'une immobilisation corporelle selon ses composants (constituants) les plus significatifs. Ils doivent être comptabilisés séparément et amortis de façon systématique sur la base de leurs durées d'utilité propres, de manière à refléter le rythme de consommation des avantages économiques y afférents.

La durée d'utilité représente la durée d'amortissement des immobilisations en normes IFRS.

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif (ou montant réévalué) diminué de sa valeur résiduelle.

La valeur résiduelle est le prix actuel de l'actif en tenant compte de l'âge et de l'état prévisible de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

Les coûts d'emprunt

La norme IAS 23 « Coûts d'emprunt » ne permet pas de comptabiliser immédiatement en charges les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif éligible. L'ensemble de ces coûts d'emprunt doit être incorporé dans le coût de l'actif. Les autres coûts d'emprunts doivent être comptabilisés en charges.

Options retenues par Attijariwafa bank :

- La norme Groupe est de retenir le modèle du coût. Toutefois, l'option de juste valeur pourrait être utilisée sans justification de ce choix avec comme contre-partie un compte de capitaux propres.
- Attijariwafa bank a décidé de ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique par type d'immobilisation dans les comptes consolidés en normes IFRS.
- Au niveau de l'approche par composants, le Groupe a décidé de ne pas isoler des composants dont la valeur brute est inférieure à 1 000 KMAD.
- Le coût historique d'origine est décomposé selon la répartition du coût à neuf en fonction des données techniques.

Valeur résiduelle :

La valeur résiduelle des composants autres que le terrain est supposée nulle. En effet, la valeur résiduelle est logée au niveau de la composante pérenne du bien qui n'est autre que le terrain (qui par sa nature n'est pas amortissable).

1.2.3 Immeubles de placement :

Norme :

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou bien profiter des deux.

Un immeuble de placement génère des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs détenus par l'entreprise, contrairement à la production ou la fourniture de biens ou de services constituant l'objet principal de l'utilisation d'un bien immobilier occupé par son propriétaire.

Une entité a le choix entre :

Le modèle de la juste valeur : si l'entité opte pour ce traitement, il doit être applicable à l'ensemble des immeubles de placement ;

Le modèle du coût

Dans les deux cas, une estimation de la juste valeur des immeubles de placement reste obligatoire, pour la comptabilisation au bilan ou la présentation en annexes.

Seul le passage du modèle du coût au modèle de la juste valeur est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Les immeubles de placement sont représentés par l'ensemble des immeubles hors exploitation hormis les immeubles destinés au personnel et les immeubles destinés à être vendus dans un délai d'un an.

La norme Groupe est aussi de retenir tous les immeubles d'exploitation loués à des sociétés hors Groupe.

Pour la valorisation des immeubles de placement, l'option retenue par Attijariwafa bank est le coût historique corrigé selon l'approche par composants.

1.2.4 Immobilisations incorporelles :

Norme :

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique.

Un actif incorporel satisfait au critère d'identifiabilité lorsqu'il :

- est séparable, c'est-à-dire qu'il peut être séparé de l'entité et être vendu, transféré, concédé par licence, loué ou échangé, soit de façon individuelle, soit dans le cadre d'un contrat, avec un actif ou un passif lié ; ou
- résulte de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que ces droits soient ou non cessibles ou séparables de l'entité ou d'autres droits et obligations.

Deux méthodes d'évaluation sont possibles :

- Le modèle du coût ;
- Le modèle de la réévaluation. Ce traitement est applicable si le marché est actif.

L'amortissement d'une immobilisation incorporelle dépend de sa durée d'utilité. Une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée n'est pas amortie et est soumise à un test de dépréciation au minimum à chaque clôture annuelle. Par contre, une immobilisation incorporelle à durée d'utilité déterminée est amortie sur cette durée.

Une immobilisation incorporelle produite en interne est comptabilisée si elle est classée, dès la phase de recherche et développement, en tant qu'immobilisation.

Options retenues par Attijariwafa bank :

La norme Groupe consiste à ne pas multiplier les plans d'amortissement et d'avoir un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Les frais d'acquisition non encore amortis en tant que charges à répartir au 01/01/06 ont été retraités en contrepartie des capitaux propres.

Droits au bail :

Les droits au bail comptabilisés en comptes sociaux ne sont pas amortis. En comptes consolidés, ils font l'objet d'un plan d'amortissement selon leur durée d'utilité.

Fonds de commerce :

Les fonds de commerce comptabilisés au niveau des comptes sociaux des différentes entités consolidées ont fait l'objet de revue pour valider le mode de leur comptabilisation dans le cadre des normes IAS/IFRS.

Logiciels :

Les durées de vie des logiciels utilisés sont différenciées selon la nature des logiciels concernés (logiciels d'exploitation ou logiciels de bureautique).

Valorisation des logiciels développés en interne :

La direction des Systèmes d'Information Groupe fournit les éléments nécessaires à la valorisation des logiciels développés en interne. Dans le cas où la valorisation n'est pas fiable, aucune immobilisation n'est à enregistrer.

Les droits de mutation, honoraires commissions et frais d'actes : sont selon leur valeur enregistrés en charges ou intégrés au coût d'acquisition.

Le suivi de plans d'amortissement distincts entre les comptes sociaux et les comptes IFRS est effectué dès lors que l'écart est supérieur à 1000 KMAD.

1.2.5 Goodwill :

Norme :

Coût d'un regroupement d'entreprises :

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition selon laquelle le coût d'acquisition correspond à la contrepartie transférée pour obtenir le contrôle.

L'acquéreur doit évaluer le coût d'acquisition comme :

- le total des justes valeurs, à la date d'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise ;
- les autres coûts directement attribuables éventuellement au regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

La date de l'acquisition est la date à laquelle l'acquéreur obtient effectivement le contrôle de l'entreprise acquise.

Affectation du coût d'un regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés :

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est ainsi constatée au niveau du Goodwill.

Comptabilisation du Goodwill :

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition comptabiliser le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises en tant qu'actif.

- Évaluation initiale : ce goodwill devra être évalué initialement à son coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.
- Évaluation ultérieure : Après la comptabilisation initiale, l'acquéreur doit évaluer le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur constaté éventuellement lors des tests de dépréciation opérés annuellement ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause sa valeur comptabilisée à l'actif.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat.

Si la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement avant la fin de la période au cours de laquelle le regroupement est effectué, l'acquéreur doit comptabiliser le regroupement en utilisant ces valeurs provisoires. L'acquéreur doit comptabiliser les ajustements de ces valeurs provisoires liés à l'achèvement de la comptabilisation initiale au cours de la période d'évaluation au-delà de laquelle aucun ajustement n'est possible.

Options retenues par Attijariwafa bank :

- Option prise de ne pas retraiter les Goodwill existants au 31/12/05, et ce conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » ;
- Arrêt d'amortissement des Goodwill, car leur durée de vie est indéfinie selon la norme IFRS 3 révisée « regroupement d'entreprises » ;
- Des tests de dépréciation réguliers doivent être effectués pour s'assurer que la valeur comptable des Goodwill est inférieure à leur valeur recouvrable. Dans le cas contraire, une dépréciation devrait être constatée ;
- Les Unités Génératrices de Trésorerie sont définies comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre ;
- La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur nette des frais de cession. Cette notion intervient dans les tests de dépréciation d'actifs conformément à la norme comptable IAS 36. Si le test de dépréciation de l'actif met en exergue une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, il convient de déprécier la valeur de l'actif de la différence entre ces deux valeurs.

1.2.6 Contrats de location :

Norme :

En janvier 2016, l'IASB a annoncé la mise en place de la norme IFRS 16, portant sur les contrats de location. Cette dernière remplace la norme IAS 17 et toutes les interprétations liées. Avec son entrée en application, à compter du 1er janvier 2019, la distinction entre « location simple » et « location financement » est supprimée. Désormais, l'ensemble des contrats de location ont le même traitement comptable. Le bien loué est enregistré à l'actif du bilan au titre d'un « Droit d'utilisation », et l'engagement financier associé au passif, au titre d'une « Dette Locative ». Dans le compte de résultat, le droit d'utilisation est amorti linéairement et la dette financière subit un amortissement dégressif sur la durée du contrat de location.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Modalités de transition

Selon l'IASB, la première application de la norme IFRS 16 peut se faire via deux principales approches :

- l'approche rétrospective complète qui consiste à reconstituer la dette locative et le droit d'utilisation comme si la norme avait toujours été appliquée.
- l'approche rétrospective modifiée qui prévoit deux options :

Évaluer le droit d'utilisation et la dette locative à la somme actualisée des loyers restant à verser depuis le 1^{er} janvier 2019 jusqu'à la fin de la durée de location (approche rétrospective cumulée)

Ou, reconstituer le droit d'utilisation comme si la norme avait toujours été appliquée et évaluer la dette locative à la somme actualisée des loyers restants à verser (approche rétrospective simple)

La modalité de transition retenue par le groupe Attijariwafa bank correspond à l'approche rétrospective cumulée. L'application de cette dernière n'engendre aucun impact sur les capitaux propres. En conséquence, les données comparatives relatives à l'exercice 2018 présentées en regard des données de l'exercice 2019 ne sont pas retraitées.

Seuils d'exemption :

L'obligation pour le preneur de comptabiliser un droit d'utilisation et une dette locative au titre d'une location peut ne pas être appliquée si l'un des deux seuils d'exemption prévus par la norme est respecté :

- durée du contrat inférieure ou égale à 12 mois, à condition que ledit contrat ne prévoit une option d'achat du bien loué à la fin de la période de location ;
- Valeur initiale du bien loué à l'état neuf inférieure ou égale à un seuil fixé librement par le preneur. Le seuil proposé par l'IASB est de 5000 USD.

Pour la mise en oeuvre de la norme, le Groupe Attijariwafa bank a retenu les deux seuils d'exemption prévus par l'IASB.

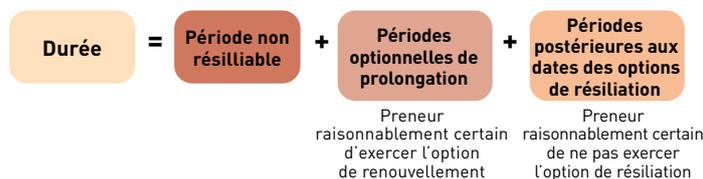
Durée :

La durée d'un contrat de location est définie comme étant la période pendant laquelle le contrat est exécutoire. Un contrat n'est plus exécutoire lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en s'exposant à une pénalité négligeable.

La période exécutoire du contrat de location, dite également période non résiliable, peut être augmentée par :

- les périodes optionnelles de reconduction du contrat de location que le locataire est raisonnablement certain d'exercer ;
- les périodes qui suivent les dates d'effet des options de résiliation du contrat de location que le locataire est raisonnablement certain de ne pas exercer.

La durée du contrat de location selon IFRS 16



Les durées de location retenues par catégories de biens loués par le groupe Attijariwafa bank se présentent comme suit :

Nature du bien loué	Durée appliquée
Baux commerciaux	9 ans
Baux à usage d'habitation	3 ans
Occupations temporaires du domaine public	20 ans
Baux à usage de construction	20 ans

Quant aux droits d'utilisation, les paiements à retenir correspondent à la valeur initiale de la dette locative, augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état.

En raison de l'adoption par le groupe Attijariwafa bank de l'approche rétrospective modifiée, le droit d'utilisation a été évalué, lors de la première application de l'IFRS 16, à la valeur de la dette locative telle que décrite ci-haut.

• Loyers :

Selon la norme IFRS 16, les paiements à retenir pour évaluer la dette locative sont au nombre de 5 à savoir :

- Les loyers de montants fixes ;
- Les loyers de montants variables qui dépendent d'un indice ou d'un taux de référence ;
- Les garanties de valeur résiduelle ;
- Le prix d'exercice d'une option d'achat que le preneur à la certitude raisonnable d'exercer ;
- Les pénalités de résiliation anticipée du contrat si la durée de la location a été déterminée sous l'hypothèse que le preneur l'exercerait.

Quant aux droits d'utilisation, les paiements à retenir correspondent à la valeur initiale de la dette locative, augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état.

En raison de l'adoption par le groupe Attijariwafa bank de l'approche rétrospective modifiée, le droit d'utilisation a été évalué, lors de la première application de l'IFRS 16, à la valeur de la dette locative telle que décrite ci-haut.

• Taux d'actualisation :

Pour actualiser les paiements servant à la détermination du droit d'utilisation et de la dette locative, l'IFRS 16 permet l'application de l'un des deux taux suivants :

- Taux d'intérêt implicite qui correspond au taux stipulé au niveau du contrat de location.
- À défaut de connaître le taux d'intérêt implicite, le taux d'emprunt marginal qui correspond au taux que le preneur devrait supporter à la date de commencement de la location pour un prêt d'une durée similaire à celle du contrat en vue d'acquies un actif d'une valeur égale à celle du bien loué.

Le taux d'actualisation retenu par le Groupe Attijariwafa bank pour évaluer les contrats de location simple éligibles à l'IFRS 16 correspond aux taux d'emprunt marginal.

Selon la norme, ledit taux dépend de trois principales composantes à savoir :

- Taux de référence : Taux d'émission des BDT ;
- Prime de risque du preneur ;
- Ajustement propre au contrat de location.

1.2.7 Actifs et passifs financiers – Classement et évaluation :

Norme :

Classification

Les actifs financiers, à l'exception de ceux relatifs aux activités d'assurance (cf § sur les assurances) sont classés dans les 3 catégories comptables :

- coût amorti,
- juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (« JVOCI ») et
- juste valeur par résultat (« JVR »).

La classification d'un actif financier dans l'une ou l'autre de ces 3 catégories est établie sur la base des critères clés suivants :

- catégorie de l'actif détenu (instrument de dette ou instrument de capitaux propres) ; et
- pour les actifs qui constituent des instruments de dettes (, en fonction à la fois (i) des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument (critère dit « SPPI : solely payment of principal and interests ») et des modalités de gestion (dit « business model ») définies par la société. Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et créer de la valeur.

Instruments de dette

La norme distingue trois modèles d'activités :

- Modèle dit de « Collecte » : Actifs gérés afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels
- Modèle dit de « Vente » : Actifs gérés à des fins de transaction
- Modèle dit « Mixte » : Actifs gérés afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels et en vue de la vente.

L'affectation des instruments de dettes à un de ces modèles s'apprécie en analysant comment les groupes d'instruments financiers sont collectivement gérés afin de déterminer l'objectif économique visé. L'identification du modèle économique ne s'effectue pas instrument par instrument, mais au niveau d'un portefeuille d'instruments financiers en analysant et en observant notamment :

- le mode d'évaluation, de suivi et de gestion des risques associés aux instruments financiers concernés,
- les cessions d'actifs réalisées et prévues (taille, fréquence, nature).

Instruments de capitaux propres

Les investissements dans des instruments de capitaux propres sont classés en « Actifs Financiers à la juste valeur par résultat » ou en « Actifs à la juste valeur par capitaux propres non recyclables ». Dans ce dernier cas, lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ne seront pas constatés en résultat. Seuls les dividendes seront comptabilisés en résultat.

Les parts de fonds ne répondent pas à la définition d'instruments de capitaux propres car remboursables au gré du porteur. Elles ne respectent pas non plus les critères de flux de trésorerie et sont donc comptabilisées en valeur de marché par résultat.

Evaluation

Actifs au coût amorti

Le coût amorti d'un actif ou d'un passif financier correspond au montant auquel cet instrument a été évalué lors de sa comptabilisation initiale :

- diminué des remboursements en principal ;

- majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif, de toute différence entre ce montant initial et le montant du remboursement à l'échéance ;
 - diminué de toutes les réductions pour dépréciations ou irrécouvrabilité.
- Ce calcul doit inclure l'ensemble des commissions et autres montants payés ou reçus directement attribuables aux crédits, les coûts de transaction et toute décote ou surcote.

Actifs à la juste valeur par résultat

Conformément à IFRS 9, les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat sont des actifs ou passifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

Tous les instruments dérivés sont des actifs (ou passifs) financiers à la juste valeur par résultat, sauf lorsqu'ils sont désignés en couverture.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation.

Actifs à la juste valeur par capitaux propres

Cette catégorie de titre concerne : les instruments de dettes du portefeuille de placement et les instruments de dettes détenus à long terme.

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en "Actifs à la juste valeur par capitaux propres" sont enregistrées en capitaux propres (recyclables). L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote / décote des titres à revenus fixes est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif (étalement actuariel).

Emprunt et dépôt :

Lors de sa mise en place, un dépôt ou un emprunt classé en IFRS dans la catégorie « Autres passifs financiers » doit être évalué initialement au bilan à sa juste valeur augmentée ou minorée :

- Des coûts de transaction (ils correspondent aux coûts d'acquisition externes directement attribuables à l'opération),
- Des commissions perçues correspondant à «des honoraires qui font partie intégrante du taux de rendement effectif du dépôt ou de l'emprunt.

Les dépôts et emprunts classés en IFRS dans la catégorie « Autres passifs financiers » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (taux actuariel).

Les dépôts classés en IFRS dans la catégorie « Passifs détenus à des fins de transaction » font l'objet en date d'arrêté d'une évaluation ultérieure à la juste valeur. La juste valeur du dépôt est calculée intérêts courus exclus.

Un dépôt ou un emprunt peut être le contrat hôte d'un dérivé incorporé. Dans certaines conditions, le dérivé incorporé doit être séparé du contrat hôte et comptabilisé selon les principes applicables aux dérivés. Cette analyse doit être menée à l'initiation du contrat sur la base des clauses contractuelles.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Prêts & créances :

La norme Groupe consiste en l'application du coût amorti à l'ensemble des crédits à plus d'un an en fonction de leur importance significative. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

Emprunt :

Dépôt :

Les dépôts à vue :

Pour les dépôts à vue, le groupe Attijariwafa bank applique la norme IFRS 13. La juste valeur d'un dépôt à vue ne peut être inférieure au montant payable sur demande. Elle est actualisée à partir de la première date où le paiement de ce montant pourrait être exigé.

Les dépôts rémunérés :

- Dépôts rémunérés à des taux de marché : la juste valeur correspond à la valeur nominale, sous réserve de la non significativité des coûts marginaux de transaction.
- Il est nécessaire de conserver les historiques de taux sur 10 ans afin de pouvoir justifier que les taux correspondent à des taux de marché d'origine.
- Dépôts rémunérés à des taux hors marché : la juste valeur est constituée de la valeur nominale et d'une décote.

Les comptes sur carnet :

Le taux appliqué est réglementé pour la grande majorité des établissements de crédit de la place. Il est de ce fait, réputé être un taux de marché.

Par conséquent, aucun retraitement IFRS n'a été prévu pour les comptes sur carnet.

Les produits de collecte doivent être classés dans la catégorie des « autres passifs »

Classification des portefeuilles

Attijariwafa bank et autres entités hors compagnie d'assurance

Les instruments de dette répondant au critère SPPI détenus en portefeuilles sont classés selon les principes suivants dans les catégories suivantes:

Actifs à la JVR	Instruments de dettes à la JV OCI	Instruments de dettes au coût amorti
<ul style="list-style-type: none"> • Portefeuilles de Trading de la Salle des Marchés 	<ul style="list-style-type: none"> • Bons du Trésor négociables classés en Portefeuille de placement • Obligations et autres titres de créances négociables 	<ul style="list-style-type: none"> • Bons du Trésor classés en Portefeuille d'investissement

Prêts/emprunts de titres et titres donnés / reçus en pension :

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé en « Passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

Actions propres :

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante Attijariwafa bank. Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés, aussi les résultats y afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

1.2.8 Actifs et passifs financiers – Dépréciation :

Norme :

IFRS9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance des dépréciations des actifs financiers, basé sur les pertes de crédit attendues (« expected credit losses » ou « ECL »). Ce nouveau modèle qui s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti ou aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, constitue un changement par rapport au modèle actuel d'IAS 39, basé sur les pertes de crédit avérées.

Suivi de la dégradation du risque

La nouvelle norme adopte ainsi une approche en 3 phases (« buckets ») : l'affectation d'un actif financier dans l'une ou l'autre des phases est basée sur l'existence ou non d'une augmentation significative de son risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale.

- phase 1 (« portefeuille sain ») : pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ;
- phase 2 (« portefeuille avec détérioration significative du risque de crédit ») : augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ; par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale en cas d'impayés de plus de 30 jours.
- phase 3 (« portefeuille en défaut ») : événement de crédit avéré / défaut.

Le montant de la dépréciation et la base d'application du taux d'intérêt effectif dépend du « bucket » auquel l'actif financier est alloué.

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêté, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêté en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois, actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur 3 paramètres principaux : la probabilité de défaut ('PD'), la perte en cas de défaut ('LGD') et le montant de l'exposition en cas de défaut ('EAD') tenant compte des profils d'amortissement. Les pertes attendues sont calculées comme le produit de la PD par la LGD et l'EAD.

- La probabilité de Défaut (PD) représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut sur ses engagements financiers (selon la « Définition du défaut et de la dépréciation ci-dessus) pendant les 12 prochains mois ou sur la maturité résiduelle du contrat (PD à maturité) ;
- Exposition en cas de défaut (EAD : Exposure at default) : elle est basée sur le montant auquel le Groupe s'attend à être exposé effectivement au moment du défaut, soit sur les 12 prochains mois, soit sur la maturité résiduelle ;
- La perte en cas de défaut (LGD) représente la perte attendue au titre de l'exposition qui serait en défaut. La LGD varie selon le type de contrepartie, le type de créance sur cette contrepartie, l'ancienneté du contentieux et la disponibilité ou non de collatéraux ou garanties. La LGD est représentée par un pourcentage de perte par unité d'exposition au moment du défaut (EAD). La LGD est le pourcentage moyen de perte sur l'exposition au moment du défaut, quelle que soit la date de survenance du défaut au cours de la durée du contrat.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Suivi de la dégradation du risque

L'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit se fonde en premier lieu sur le dispositif de notation interne du risque de crédit mis en œuvre par le Groupe, ainsi que sur les dispositifs de suivi des créances sensibles et sur les impayés. Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale en cas d'impayés de plus de 30 jours.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée sur les critères adoptés par Bank Al-Maghrib dans sa circulaire n° 19/G/2002. Cette définition est également celle retenue par le groupe dans sa gestion interne.

Mesure des pertes de crédit attendues

Le groupe Attijariwafa bank a développé des modèles statistiques, spécifiques à chacune de ces entités concernées, pour calculer les pertes attendues sur la base des :

- Systèmes de notation internes
- Historiques de passage en défaut
- Historiques de recouvrement des créances en souffrance ;
- Eléments à la disposition des entités de recouvrement pour les créances en souffrance présentant des montants relativement significatifs ;
- Garanties et sûretés détenues.

1.2.9 Dérivés et dérivés incorporés :

Norme :

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9 et qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur varie en fonction d'une variation d'un taux d'intérêt spécifié, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un taux de change, d'un indice de prix ou de taux, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat (parfois appelé le « sous-jacent »).
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et
- il est réglé à une date future.

Un instrument de couverture est un dérivé désigné (pour une couverture du seul risque de variation des taux de change) un actif ou passif financier désigné non dérivé dont on s'attend à ce que la juste valeur ou les flux de trésorerie compensent les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert désigné.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Le groupe Attijariwafa bank n'utilise pas à ce jour de dérivés de couverture. Il n'est donc pas soumis aux dispositions de la comptabilité de couverture.

L'ensemble des opérations faisant appel à des dérivés (dans leur large panel) est comptabilisé en actifs/passifs à la juste valeur par résultat.

Dérivés incorporés :

Norme :

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

La norme IFRS 9 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé. Lorsque le contrat hôte constitue un actif financier, le contrat hybride doit être évalué entièrement à la JVR car ses flux contractuels ne revêtent pas un caractère basique (SPPI).

Lorsque le contrat hôte constitue un passif financier, le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à sa juste valeur ;
- séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IFRS 9 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation en effectuant la différence entre la juste valeur du contrat hybride (= coût) et la juste valeur du dérivé incorporé.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Si le résultat de chiffrage des dérivés incorporés à la juste valeur fait ressortir un impact significatif, le dérivé incorporé est à comptabiliser sous la rubrique « actifs financiers à la juste valeur par résultat ».

1.2.10 Assurance

Contrat d'assurance :

Le traitement des contrats qualifiés de contrat d'assurance au sens de la définition donnée par la norme IFRS 4 ainsi que des contrats d'investissement à participation discrétionnaire est régi par la norme IFRS 4 dont les principales dispositions sont récapitulées ci-après :

La possibilité de continuer à comptabiliser ces contrats selon les principes comptables actuels, en distinguant les trois contrats d'assurance selon IFRS 4 :

1. Les contrats d'assurance purs
2. Les contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices
3. Et les passifs relatifs aux autres contrats financiers, qui relevant de la norme IAS 39, et qui sont comptabilisés dans le poste « Dettes envers la clientèle ».

L'obligation de séparer et de comptabiliser en juste valeur par résultat les dérivés incorporés qui ne bénéficieraient pas d'une exemption selon IFRS 4, **L'interdiction de constitution de provisions au titre de demandes d'indemnisation** éventuelles selon des contrats d'assurance non encore souscrits à la date de reporting (telles que les provisions pour risques de catastrophe et les provisions pour égalisation).

L'obligation de mettre en oeuvre un test de suffisance des passifs d'assurance comptabilisés et un test de dépréciation relatif aux actifs au titre des cessions en réassurance.

Par ailleurs, l'assureur n'est pas tenu mais est autorisé à changer ses méthodes comptables relatives aux contrats d'assurance pour éliminer une prudence excessive. Toutefois, si un assureur évalue déjà ses contrats d'assurance avec une prudence suffisante, il ne doit pas introduire de prudence supplémentaire.

Un actif des cessions en réassurance est déprécié, en comptabilisant en résultat cette perte de valeur, si et seulement si :

- Il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement qui est survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre des cessions en réassurance qui font que la cédante peut ne pas recevoir tous les montants qui lui sont dus selon les termes du contrat ;
- Cet événement a un impact évaluable de façon fiable sur les montants que la cédante recevra du réassureur.

L'obligation pour un assureur de conserver les passifs d'assurance dans son bilan jusqu'à leur acquittement ou annulation, ou expiration, et de présenter les passifs d'assurance sans les compenser par rapport aux actifs au titre des cessions en réassurance ;

L'obligation de constater un nouveau passif d'assurance en IFRS 4 «shadow accounting» appelée la participation des assurés aux bénéfices différée et qui représente la quote-part revenant aux assurés des plus-values latentes des actifs affectés aux contrats financiers, prise en charge par la norme IAS 39.

Placement de l'assurance

L'IASB a publié le 12 septembre 2016 des modifications à IFRS 4 « Contrats d'assurance » intitulées « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance ». Ces modifications sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ces amendements donnent aux entités qui exercent principalement des activités d'assurance la possibilité de reporter jusqu'au 1er janvier 2023 la date d'application de la norme IFRS 9. Ce report permet aux entités concernées de continuer à présenter leurs états financiers selon la norme IAS 39 existante. Cette exemption temporaire d'application d'IFRS 9, limitée aux groupes majoritairement assurance dans les amendements de l'IASB, a été étendue par Bank Al-Maghrib aux entités d'assurance consolidées par des établissements de crédit produisant des comptes consolidés conformément au PCEC.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Contrat d'assurance :

Un test de suffisance de passif a déjà été mis en œuvre par Wafa Assurance qui a fait appel à un actuaire externe pour l'évaluation de ses provisions techniques.

La provision pour fluctuations de sinistralité relative aux contrats d'assurance non vie est à éliminer.

Placement de l'assurance :

Attijariwafa bank a opté pour cette exemption aux entités d'assurance, y compris les fonds relevant de cette activité, qui appliquent ainsi la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Les instruments détenus en portefeuilles sont classés actuellement dans les catégories suivantes :

HFT	AFS	HTM	Prêts et créances
<ul style="list-style-type: none"> Le portefeuille des OPCVM consolidés 	<ul style="list-style-type: none"> Les actions et parts sociales Les participations dans les SCI (Panorama...). Les bons de trésor, les obligations non cotés... 	<ul style="list-style-type: none"> Néant 	<ul style="list-style-type: none"> Les prêts immobilisés

1.2.11 La juste valeur :

Norme :

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée sur le marché principal (ou le plus avantageux) à la date d'évaluation selon les conditions courantes du marché (i.e. un prix de sortie), que ce prix soit directement observable ou estimé en utilisant une autre technique d'évaluation.

IFRS 13 présente une hiérarchie des justes valeurs qui classe selon trois niveaux d'importance les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour déterminer la juste valeur. Cette hiérarchie place au plus haut niveau les prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (données d'entrée de niveau 1), et au niveau le plus bas les données d'entrée non observables (données d'entrée de niveau 3).

Données d'entrée de niveau 1

Les données d'entrée de niveau 1 s'entendent des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Un prix coté dans un marché actif fournit la preuve la plus fiable de la juste valeur et doit être utilisée sans ajustement pour évaluer la juste valeur lorsque disponible, sauf dans des cas spécifiques précisés dans la norme (§ 79).

Données d'entrée de niveau 2

Les données d'entrée de niveau 2 sont des données d'entrée, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent :

- les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- les données d'entrée autres que les prix cotés qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple, les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels, les volatilités implicites, les différentiels de taux.

Les ajustements apportés aux données d'entrée de niveau 2 varient selon des facteurs spécifiques à l'actif ou au passif. Ces facteurs incluent : l'état de l'actif ou l'endroit où il se trouve, la mesure dans laquelle les données d'entrée ont trait à des éléments comparables à l'actif ou au passif, ainsi que le volume et le niveau d'activité sur les marchés où ces données d'entrée sont observées.

Un ajustement qui est significatif pour la juste valeur dans son ensemble peut donner lieu à une évaluation de la juste valeur classée au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur si l'ajustement utilise des données d'entrée importantes non observables.

Données d'entrée de niveau 3

Les données d'entrée de niveau 3 sont les données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui sont fondées sur des données non observables. Ces données d'entrée non observables doivent être utilisées pour évaluer la juste valeur dans la mesure où il n'y a pas de données d'entrée observables disponibles, ce qui rend possible l'évaluation dans les cas où il n'y a pas, ou presque pas, d'activité sur les marchés pour l'actif ou le passif à la date d'évaluation. Cependant, l'objectif de l'évaluation de la juste valeur demeure le même, à savoir l'estimation d'un prix de sortie du point de vue d'un intervenant du marché qui détient l'actif ou qui doit le passif. Ainsi, les données d'entrée non observables doivent refléter les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif, y compris les hypothèses concernant le risque.

La valeur de marché est déterminée par le Groupe :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif,
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues et des paramètres de marché observables :

➔ CAS 1: Instruments traités sur des marchés actifs

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus pour la détermination de la valeur de marché. Sont ainsi valorisés les titres cotés et les dérivés sur marchés organisés comme les futures et les options. La majorité des dérivés de gré à gré, swaps et options simples, est traitée sur des marchés actifs, leur valorisation est opérée par des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation) et fondés sur des prix de marché cotés d'instruments ou de sous-jacents similaires.

➔ CAS 2: Instruments traités sur des marchés inactifs

Produits traités sur un marché inactif valorisés avec un modèle interne fondé sur des paramètres directement observables ou déduits de données observables.

Certains instruments financiers, bien que n'étant pas traités sur des marchés actifs, sont valorisés selon des méthodes fondées sur des paramètres observables sur les marchés.

Les modèles utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options, les taux de défaut et hypothèses de pertes obtenues à partir de données de consensus ou à partir des marchés actifs de gré à gré.

Transfert :

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les événements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts. Les transferts sont réputés avoir été réalisés en début de période.

Au cours de l'exercice 2019, il n'y a pas eu de transferts entre les niveaux de juste valeur.

1.2.12 Provisions

Norme :

Une provision doit être comptabilisée lorsque :

- L'entreprise a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé,
- Il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ; et
- Le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si ces conditions ne sont pas réunies, aucune provision ne doit être comptabilisée.

En IFRS, lorsque l'effet est significatif, l'actualisation des provisions pour risques et charges pour lesquelles la sortie probable des ressources prévue dépasse une année est obligatoire.

En IFRS les passifs éventuels, hors regroupements d'entreprises, ne sont pas provisionnés. La mention est fournie en annexe lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

1.2.13 Avantages au Personnel

Norme :

L'objectif de la présente norme est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et des informations à fournir à leur sujet. La présente norme doit être appliquée à la comptabilisation, par l'employeur, de tous les avantages du personnel sauf ceux auxquels s'applique l'IFRS 2.

Ces avantages comprennent notamment ceux accordés en vertu :

- de régime ou autre accord formel établi entre une entité et des membres du personnel, pris individuellement ou collectivement, ou leur représentant
- de dispositions légales ou d'accords sectoriels au terme desquels les entités sont tenues de cotiser à un régime national ou sectoriel, ou à un régime multi employeurs
- d'usages qui donnent lieu à une obligation implicite et ceci lorsque l'entité n'a pas d'autre solution réaliste que de payer les avantages du personnel.

Les avantages du personnel sont les contreparties de toutes formes accordées par une entité pour les services rendus par les membres de son personnel ou pour la cessation de leur emploi. Ils comprennent 4 catégories :

Les avantages à court terme :

Ce sont les avantages du personnel (autres que les indemnités de cessation d'emploi) dont le règlement intégral est attendu dans les 12 mois qui suivent la clôture de l'exercice au cours duquel les membres du personnel ont rendu les services correspondant.

Ex : les salaires et les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels et congés maladie payés, l'intéressement et les primes, ...

L'entité doit comptabiliser le montant non actualisé des avantages à court terme qu'elle s'attend à lui payer en contrepartie des services d'un membre du personnel au cours d'une période comptable :

- Au passif, après déduction du montant déjà payé, le cas échéant.
- En charge.

Les avantages postérieurs à l'emploi :

Ce sont les avantages du personnel qui sont payables après la fin de l'emploi.

Ex : les prestations de retraite, assurance vie et assistance médicale postérieures à l'emploi.

On distingue deux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi :

1. Le régime à cotisations définies : selon ce dernier une entité verse des cotisations définies à un fonds et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir toutes les prestations correspondant aux services rendus par le personnel. Le risque actuariel et le risque de placement sont donc, supportés par le membre du personnel.

La comptabilisation des régimes à cotisations définies est simple car aucune hypothèse actuarielle n'est nécessaire pour évaluer l'obligation ou la dépense et donc il ne peut y avoir d'écarts actuariels.

L'entité doit comptabiliser les cotisations à payer à un régime à cotisations définies en échange des services d'un des membres du personnel :

- Au passif, après déduction des cotisations déjà payées, le cas échéant.
- En charges

2. Le régime à prestations définies : engage l'entité à servir les prestations convenues aux membres de son personnel en activité et aux anciens membres de son personnel. Celle-ci supporte donc le risque actuariel et le risque de placement.

La comptabilisation des régimes à prestations définies est assez complexe du fait que des hypothèses actuarielles sont nécessaires pour évaluer l'obligation et la charge et qu'il peut y avoir des écarts actuariels. De plus, les obligations sont évaluées sur une base actualisée (car peuvent être réglées de nombreuses années après que les membres du personnel ont rendu les services correspondants).

Le régime multi-employeurs qui n'est pas un régime général ni obligatoire et qui doit être classé par l'entreprise comme régime à cotisations définies ou comme régime à prestations définies, en fonction des caractéristiques du régime.

Les autres avantages à long terme :

Ils comprennent notamment les absences de longue durée rémunérées, comme les congés liés à l'ancienneté ou les congés sabbatiques. Ils comprennent aussi les primes d'ancienneté et autres avantages liés à l'ancienneté et les jubilés (telles que « wissam schoogl »), les indemnités d'incapacité de longue durée, s'ils sont payables 12 mois ou plus après la clôture de l'exercice, les primes et les rémunérations différées...

Habituellement, l'évaluation des autres avantages à long terme n'est pas soumise au même degré de confusion que celle des avantages postérieurs à l'emploi. C'est pour cela que la présente norme prévoit une méthode simplifiée pour la comptabilisation des autres avantages à long terme selon laquelle les réévaluations ne sont pas comptabilisées en autres éléments du résultat global.

Les indemnités de cessation d'emploi :

Ce sont les avantages du personnel fournis en contrepartie de la cessation de l'emploi d'un membre du personnel résultant soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du membre du personnel avant l'âge normal de départ en retraite, soit de la décision du membre du personnel d'accepter une offre d'indemnité en échange de la cessation de son emploi.

L'entité doit comptabiliser un passif et une charge au titre des indemnités de cessation d'emploi à la première des dates suivantes :

- La date à laquelle elle ne peut plus retirer son offre d'indemnités.
- La date à laquelle elle comptabilise les coûts d'une restructuration entrant dans le champ d'application d'IAS 37 et prévoyant le paiement de telles indemnités.

Dans le cas d'indemnités de cessation d'emploi payables par suite de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi d'un membre du personnel, l'entité ne peut plus retirer son offre d'indemnités dès qu'elle a communiqué aux membres du personnel concernés un plan de licenciement qui satisfait aux critères suivants :

- Les mesures requises pour mener le plan à bien indiquent qu'il est improbable que des changements importants soient apportés au plan.
- Le plan indique le nombre de personnes visées par le licenciement, leur catégorie d'emploi ou leur fonction, et leur lieu de travail ainsi que sa date de réalisation prévue.
- Le plan fixe les indemnités de cessation d'emploi avec une précision suffisante pour permettre aux membres du personnel de déterminer la nature et le montant des prestations qu'ils toucheront lors de la cessation de leur emploi.

Evaluation des engagements :

Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique notamment l'obligation d'utiliser des techniques actuarielles pour estimer de façon fiable le montant des avantages accumulés par le personnel en contrepartie des services rendus pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cela suppose d'estimer les prestations, les variables démographiques du type mortalité et rotation du personnel, les variables financières du type taux d'actualisation, et les augmentations futures des salaires qui influenceront sur le coût des prestations.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est la méthode des unités de crédit projetées « Projected Unit Credit ».

Elle équivaut à reconnaître, à la date de calcul de l'engagement, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations de fin de carrière estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date du calcul et à la date de départ en retraite du salarié.

Cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté acquise par le salarié. En conséquence, le calcul des droits est effectué en fonction de l'ancienneté du salarié et du salaire estimé au jour de la fin de carrière défini.

Options retenues par Attijariwafa bank :

Il a été convenu pour le cas d'Attijariwafa bank que les prestations de retraites relevaient du régime à contributions définies. Par conséquent, leur comptabilisation ne requiert aucun retraitement IFRS.

Dans le cas de la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), Attijariwafa bank ne dispose pas d'informations suffisantes pour comptabiliser comme tel ce régime multi-employeurs à prestations définies.

D'autre part, le Groupe a comptabilisé des provisions spécifiques à ses engagements envers une partie de son personnel qui ont concernés notamment : Les primes de fin de carrière et primes de médailles de travail (Ouissam Achoughl).

1.2.14 Paiements à base d'actions :

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe qu'ils soient dénoués par la remise d'actions ou par un versement de numéraires dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des actions.

Ces paiements peuvent se faire par attribution d'options de souscription (stocks option) ou par une offre de souscription d'action aux salariés (OPV).

Pour les offres de souscription d'action aux salariés, une décote est octroyée par rapport au prix moyen de marché sur une période donnée. La charge de cet avantage est constatée en tenant compte de la période d'incessibilité.

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

ACTIF	NOTES	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		23 411 263	26 333 795
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.1	65 566 880	60 156 256
Actifs financiers détenus à des fins de transactions		63 979 869	58 667 799
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 587 011	1 488 457
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2.2 / 2.11	65 337 469	60 164 696
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		22 816 014	19 493 148
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		2 178 444	2 534 187
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)		40 343 011	38 137 360
Titres au coût amorti	2.11 / 2.13	18 077 806	17 233 471
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.3 / 2.11	26 334 601	31 304 951
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2.4 / 2.11	341 994 318	333 702 415
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couvert en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt courant		257 162	715 953
Actifs d'impôt différé		3 806 813	3 767 981
Comptes de régularisation et autres actifs		12 874 502	12 171 129
Actifs non courants destinés à être cédés		76 455	78 636
Participations dans des entreprises mises en équivalence		75 086	86 916
Immeubles de placement		2 672 968	2 538 530
Immobilisations corporelles	2.5	6 433 710	6 812 820
Immobilisations incorporelles	2.5	2 991 587	3 092 049
Écarts d'acquisition	2.6	9 879 473	9 948 055
TOTAL ACTIF		579 790 094	568 107 651

PASSIF	Notes	30/06/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		4 908	4 455
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2.7	1 718 979	1 499 799
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		1 718 979	1 499 799
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	2.8	43 304 666	49 237 940
Dettes envers la clientèle	2.9	368 779 731	356 614 160
Titres de créance émis		24 753 656	23 105 757
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt courant		1 004 995	1 021 537
Passifs d'impôt différé		2 885 345	2 695 949
Comptes de régularisation et autres passifs		20 589 154	20 338 279
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		40 780 173	38 956 953
Provisions	2.10 / 2.11	2 841 141	3 080 071
Subventions et fonds assimilés		155 676	160 429
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		16 974 811	17 099 338
Capitaux propres		55 996 858	54 292 985
Capital et réserves liées		13 837 328	12 551 765
Réserves consolidées		37 268 272	35 446 439
Part du Groupe		32 020 017	31 158 933
Part des minoritaires		5 248 255	4 287 506
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		1 693 063	2 589 753
Part du Groupe		647 117	1 070 905
Part des minoritaires		1 045 946	1 518 849
Résultat net de l'exercice		3 198 195	3 705 028
Part du Groupe		2 612 714	3 018 002
Part des minoritaires		585 481	687 026
TOTAL PASSIF		579 790 094	568 107 651

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Notes	30/06/2021	30/06/2020
Intérêts et produits assimilés	3.1	11 073 285	11 291 537
Intérêts et charges assimilés	3.1	-3 054 527	-3 415 758
MARGE D'INTERÊT		8 018 758	7 875 779
Commissions perçues	3.2	2 955 181	2 641 890
Commissions servies	3.2	-409 346	-415 388
MARGE SUR COMMISSIONS		2 545 835	2 226 503
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette			
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		1 525 150	1 557 641
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		1 531 186	1 564 511
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		-6 036	-6 871
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres		491 733	275 287
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		18 087	3 287
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		109 085	62 558
Rémunérations des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)		364 562	209 442
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti			
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par CP en actifs financiers à la JVR			
Produits des autres activités		5 082 940	4 549 504
Charges des autres activités		-5 195 446	-4 101 877
PRODUIT NET BANCAIRE		12 468 970	12 382 837
Charges générales d'exploitation		-4 793 231	-5 880 779
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-776 297	-788 536
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		6 899 442	5 713 521
Coût du risque de crédit	3.3	-1 903 665	-3 021 321
RESULTAT D'EXPLOITATION		4 995 777	2 692 200
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-9 742	-5 421
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-26 567	10 514
Variations de valeurs des écarts d'acquisition			
RESULTAT AVANT IMPÔTS		4 959 469	2 697 293
Impôts sur les bénéfices		-1 761 273	-1 106 997
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession			
RESULTAT NET		3 198 195	1 590 297
Intérêts minoritaires		-585 481	-341 934
RESULTAT NET PART DU GROUPE		2 612 714	1 248 363
Résultat de base par action		12,26	5,95
Résultat dilué par action		12,26	5,95

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Résultat net	3 198 196	3 705 028
Éléments recyclables en résultat net :		
Écarts de conversion	-414 356	-78 608
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	373 837	-38 480
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-2 089	19 368
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		
Impôts liés	-141 590	29 608
Éléments non recyclables en résultat net :		
Réévaluation des immobilisations		
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies		
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	-100 997	-50 777
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		
Impôts liés	10 779	18 751
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-274 416	-100 139
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 923 780	3 604 890
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	2 276 473	2 977 820
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	647 308	627 070

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Capitaux propres de clôture au 31 décembre 2019	2 098 597	10 453 168	-2 461 129	36 487 590	1 092 185	-42 657	47 627 757	6 297 282	53 925 039
Opérations sur capital				115 805			115 805	-23 420	92 385
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				-2 835 142			-2 835 142	-348 589	-3 183 731
Résultat de l'exercice				3 018 002			3 018 002	687 026	3 705 028
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions									
Instruments financiers : var de juste valeur et transfert en résultat					52 308	-30 932	21 376	-62 275	-40 899
Écarts de conversion : variation et transferts en résultat				-80 927			-80 927	2 319	-78 608
Gains ou pertes latentes ou différés				-80 927	52 308	-30 932	-59 551	-59 956	-119 506
Autres variations				-64 771			-64 771	-61 458	-126 230
Variations de périmètre				-2 495			-2 495	2 495	
Capitaux propres de clôture au 31 décembre 2020	2 098 597	10 453 168	-2 461 129	36 638 063	1 144 493	-73 589	47 799 605	6 493 380	54 292 985
Changement de méthode ¹					124 682		124 682	189 820	314 502
Opérations sur capital	33 133	1 252 430		82 223			1 367 786	125 178	1 492 964
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres									
Dividendes				-2 258 780			-2 258 780	-429 684	-2 688 464
Résultat de l'exercice				2 612 715			2 612 715	585 481	3 198 196
Immobilisations corp et incorp : Réévaluations et cessions									
Instruments financiers : var de juste valeur et transfert en résultat					81 584	-93 579	-11 995	154 023	142 029
Écarts de conversion : variation et transferts en résultat				-322 159			-322 159	-92 197	-414 356
Gains ou pertes latentes ou différés				-322 159	81 584	-93 579	-334 154	61 826	-272 327
Autres variations				-88 374			-88 374	-125 789	-214 163
Variations de périmètre				-106 304			-106 304	-20 530	-126 834
Capitaux propres de clôture au 30 Juin 2021	2 131 730	11 705 599	-2 461 129	36 557 384	1 350 759	-167 167	49 117 177	6 879 682	55 996 858

1. Impact du changement de méthode de présentation de la participation aux bénéficiaires différée sur les activités d'assurance

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Résultat avant impôts	4 959 469	6 082 049
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	814 475	1 660 842
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	180	
+/- Dotations nettes aux provisions	1 996 705	5 657 327
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	9 742	16 323
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	171 279	5 471
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-1 329 675	-1 482 686
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 662 706	5 857 276
+/- Flux liés aux opérations avec les Etablissements de crédit et assimilés	-1 444 048	339 188
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	3 873 668	9 320 060
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-7 692 816	-11 574 634
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		
- Impôts versés	-1 506 717	-3 854 154
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-6 769 913	-5 769 541
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-147 738	6 169 785
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	414 273	-1 527 794
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-134 438	-172 883
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	479 571	96 157
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	759 406	-1 604 521
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-2 688 464	-3 183 731
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 503 674	7 728 848
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 184 790	4 545 117
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-167 038	-167 038
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-740 160	8 943 344
Composition de la trésorerie	30/06/2021	31/12/2020
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	29 928 069	20 984 724
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	26 329 340	24 727 436
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Etablissements de crédit	3 598 729	-3 742 711
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	29 187 909	29 928 069
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	23 406 355	26 329 340
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Etablissements de crédit	5 781 554	3 598 729
Variation de la trésorerie nette	-740 160	8 943 344

2. NOTES RELATIVES AU BILAN

2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		31/12/2020	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat
Créances sur les Etablissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeurs reçues en pension				
Effets publics et valeurs assimilées	38 297 705		36 812 260	
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 274 836	260 128	3 427 289	208 375
Actions et autres titres à revenu variable	18 338 412	1 189 074	18 259 866	1 131 175
Titres de participation non consolidés		137 809		148 907
Instruments dérivés	68 916		168 384	
Créances rattachées				
Juste valeur au bilan	63 979 869	1 587 011	58 667 799	1 488 457

2.2 Actifs financiers à la juste valeur par Capitaux Propres au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	65 337 469	5 756 856	-794 669
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	22 816 014	257 205	-6 089
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 178 444	183 653	-372 926
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	40 343 011	5 315 998	-415 654
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	6 397 703	140 940	-2 760
Obligations et autres titres à revenu fixe	16 418 311	116 265	-3 329
Total des titres de dettes	22 816 014	257 205	-6 089
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		257 205	-6 089
Impôts		-62 909	3 070
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts) ²		194 296	-3 019
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable			
Titres de participation non consolidés	2 178 444	183 653	-372 926
Total instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 178 444	183 653	-372 926
Impôts		-59 826	108 734
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		123 827	-264 192
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	16 490 417	1 215 428	-11 811
Obligations et autres titres à revenu fixe	6 414 502	516 776	-100 012
Actions et autres titres à revenu variable	11 828 360	3 156 490	-296 247
Titres de participation non consolidés	5 609 732	427 305	-7 584
Total actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	40 343 011	5 315 998	-415 654
Impôts		-1 966 919	165 399
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)²		3 349 079	-250 255

2 Pour les activités d'assurance, les gains et pertes sur les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts) sont compensés par la participation aux bénéfices différée passive nette d'impôt.

2.3 Prêts et créances sur les Etablissements de crédit au coût amorti

2.3.1 Prêts et créances sur les Etablissements de crédit au coût amorti au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Opérations sur les Etablissements de crédit	30/06/2021	31/12/2020
	Comptes et prêts	25 666 599
dont comptes ordinaires débiteurs	10 212 500	17 109 092
dont comptes et prêts	15 454 099	13 828 778
Autres prêts et créances	516 742	335 486
Valeur brute	26 183 341	31 273 355
Créances rattachées	202 088	90 747
Dépréciations (*)	50 827	59 151
Valeur nette des prêts et créances auprès des Etablissements de crédit	26 334 601	31 304 951
Opérations internes au Groupe	30/06/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires	5 281 567	3 427 866
Comptes et avances à terme	22 081 901	23 273 586
Créances rattachées	140 094	139 539

(*) voir note 2.11

2.3.2 Ventilation des prêts et créances sur les Etablissements de crédit par zone géographique au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Maroc	7 584 306	9 961 649
Afrique du Nord	3 944 568	3 226 482
Afrique Zone UEMOA	2 290 314	630 308
Afrique Zone CEMAC	1 158 607	1 531 204
Europe	7 139 876	6 827 746
Autres	4 065 670	9 095 966
Total en principal	26 183 341	31 273 355
Créances rattachées	202 088	90 747
Provisions (*)	50 827	59 151
Valeur nette au bilan	26 334 601	31 304 951

(*) voir note 2.11

2.4 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

2.4.1 Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Opérations avec la clientèle	30/06/2021	31/12/2020
Créances commerciales	56 760 764	48 034 934
Autres concours à la clientèle	258 647 293	263 064 682
Valeurs reçues en pension	9 791 620	5 018 546
Prêts subordonnés	3 231	3 334
Comptes ordinaires débiteurs	22 847 293	22 566 717
Valeur brute	348 050 201	338 688 212
Créances rattachées	1 880 007	1 943 439
Dépréciations (*)	26 783 114	25 410 405
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	323 147 095	315 221 246
Opérations de location-financement		
Crédit-bail immobilier	3 700 463	4 418 085
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	16 230 066	15 098 430
Valeur brute	19 930 529	19 516 515
Créances rattachées	2 066	1 730
Dépréciations (*)	1 085 372	1 037 076
Valeur nette des opérations de location-financement	18 847 224	18 481 169
Valeur au bilan	341 994 318	333 702 415

(*) voir note 2.11

2.4.2 Prêts et créances sur la clientèle par zone géographique au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

30/06/2021	Créances			Dépréciations (*)		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Maroc	237 221 193	27 502 744	20 207 079	1 097 006	3 953 712	15 171 350
Afrique du Nord	33 524 120	2 053 530	1 759 921	244 809	367 388	1 235 981
Afrique Zone UEMOA	30 033 233	987 885	3 900 541	523 975	263 141	2 757 774
Afrique Zone CEMAC	8 057 639	1 317 707	1 669 833	247 442	495 218	1 494 972
Europe	1 613 113		14 266	3 053		12 667
Valeur nette au bilan	310 449 298	31 861 865	27 551 641	2 116 284	5 079 459	20 672 744

(*) voir note 2.11

31/12/2020	Créances			Dépréciations (*)		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Maroc	224 353 970	28 867 611	21 329 189	1 168 829	3 855 893	14 242 792
Afrique du Nord	32 713 013	2 542 015	1 716 398	240 526	331 135	1 218 621
Afrique Zone UEMOA	31 178 940	666 926	3 248 561	502 018	139 315	2 521 373
Afrique Zone CEMAC	9 241 141	1 327 407	1 757 635	283 174	458 303	1 470 293
Europe	1 192 713		14 376	3 150		12 060
Valeur nette au bilan	298 679 777	33 403 959	28 066 160	2 197 697	4 784 646	19 465 139

(*) voir note 2.11

2.5 Immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021			31/12/2020		
	Valeurs Brutes	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeurs Nettes	Valeurs Brutes	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeurs Nettes
Terrains et constructions	3 324 967	1 524 534	1 800 433	3 487 994	1 513 456	1 974 538
Equip. Mobilier, installation	6 323 916	4 315 712	2 008 204	6 274 078	4 103 562	2 170 517
Biens mobiliers donnés en location	731 919	323 314	408 605	716 932	298 609	418 323
Autres immobilisations	6 607 508	4 391 040	2 216 468	6 465 269	4 215 827	2 249 442
Total Immobilisations corporelles	16 988 310	10 554 600	6 433 710	16 944 273	10 131 454	6 812 820
Logiciels informatiques acquis	5 471 056	3 308 914	2 162 142	5 366 144	3 119 684	2 246 459
Autres immobilisations incorporelles	1 358 530	529 085	829 445	1 349 194	503 605	845 589
Total Immobilisations incorporelles	6 829 586	3 837 999	2 991 587	6 715 338	3 623 289	3 092 049

Variation du droit d'utilisation

(en milliers de dirhams)

Variation du droit d'utilisation	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres	30/06/2021
Immobilier					
Valeur bute	1 930 535	44 154	-18 698	-487	1 955 505
Amortissements et dépréciations	-584 868	-158 905	18 698	34 743	-690 332
Total immobilier	1 345 667	-114 751	0	34 257	1 265 173
Mobilier					
Valeur bute					
Amortissements et dépréciations					
Total mobilier					
Total droit d'utilisation	1 345 667	- 114 751		34 257	1 265 173

Variation de l'obligation locative

(en milliers de dirhams)

Variation de la dette locative	31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Autres	30/06/2021
Dette locative	1 460 225	44 154	-75 066	-86 042	1 343 271
Total dette locative	1 460 225	44 154	-75 066	-86 042	1 343 271

Détail des charges des contrats de location

(en milliers de dirhams)

Détail des charges des contrats de location	30/06/2021	31/12/2020
Charges d'intérêts sur les dettes locatives	-36 265	-79 772
Dotations d'amortissements des droits d'utilisation	-158 905	-320 105

Actif au titre de droits d'utilisation

(en milliers de dirhams)

Actifs au titre de droits d'utilisation (preneur)	30/06/2021	31/12/2020
Immobilisations corporelles	6 433 710	6 812 820
Dont droits d'utilisation	1 265 173	1 345 667

Passif au titre de la dette locative

(en milliers de dirhams)

Passifs au titre de la dette locative	30/06/2021	31/12/2020
Comptes de régularisation et autres passifs	20 589 154	20 338 279
Dont dettes de location	1 343 271	1 460 225

2.6 Écarts d'acquisition au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	31/12/2020	Variation périmètre	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2021
Valeurs brutes	9 948 055		-68 582		9 879 473
Cumul des pertes de valeurs					
Valeurs nettes au bilan	9 948 055		-68 582		9 879 473

2.7 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs données en pension aux Établissements de crédit	469 020	184 134
Instruments dérivés de Transaction	1 249 959	1 315 665
Juste valeur au bilan	1 718 979	1 499 799

2.8 Dettes envers les Établissements de crédit

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Établissements de crédit		
Comptes et emprunts	27 462 680	23 134 313
Valeurs données en pension	15 641 543	25 892 666
Total en principal	43 104 224	49 026 979
Dettes rattachées	200 442	210 960
Valeur au bilan	43 304 666	49 237 940

	30/06/2021	31/12/2020
Opérations internes au Groupe		
Comptes ordinaires créditeurs	1 802 206	2 189 229
Comptes et avances à terme	23 389 751	24 289 773
Dettes rattachées	146 558	146 205

2.9 Dettes envers la clientèle

2.9.1 Dettes envers la clientèle au 30 juin 2020 (en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Comptes ordinaires créditeurs	246 919 514	235 729 404
Comptes d'épargne	98 538 779	101 128 717
Autres dettes envers la clientèle	20 673 176	18 207 868
Valeurs données en pension	1 838 986	761 962
Total en principal	367 970 455	355 827 951
Dettes rattachées	809 277	786 209
Valeur au bilan	368 779 731	356 614 160

2.9.2 Ventilation des dettes envers la clientèle par zone géographique au 30 juin 2020

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Maroc	260 795 707	252 880 806
Afrique du Nord	45 006 928	41 710 614
Afrique Zone UEMOA	41 900 847	40 291 133
Afrique Zone CEMAC	16 973 215	18 035 337
Europe	3 293 757	2 910 061
Total en principal	367 970 455	355 827 951
Dettes rattachées	809 277	786 209
Valeur au bilan	368 779 731	356 614 160

2.10 Provisions pour risques et charges au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	31/12/2020	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	30/06/2021
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature (*)	994 048	10 936	303 294	525 017		73 576	856 837
Provisions pour engagements sociaux	650 067	1 973	65 617	49 792		6 125	673 989
Autres provisions pour risques et charges	1 435 956	16 984	265 173	16 656	318 826	-72 317	1 310 314
Provisions pour risques et charges	3 080 071	29 892	634 084	591 465	318 826	7 384	2 841 140

(*) voir note 2.11

2.11 Répartition des créances, engagements et dépréciations par buckets sous IFRS 9 au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

30/06/2021	Créances et Engagements			Dépréciations			Taux de couverture		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	23 207 208			391 194			1,7%		
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit									
Prêts et créances sur la clientèle									
Titres de dettes	23 207 208			391 194			1,7%		
Actifs financiers au coût amorti	354 925 051	31 910 336	27 574 513	2 223 146	5 084 524	20 695 507	0,6%	15,9%	75,1%
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit	26 362 556		22 872	28 064		22 763	0,1%		99,5%
Prêts et créances sur la clientèle	310 449 298	31 861 865	27 551 641	2 116 284	5 079 459	20 672 744	0,7%	15,9%	75,0%
Titres de dettes	18 113 198	48 471		78 798	5 065		0,4%	10,4%	
Total Actif	378 132 259	31 910 336	27 574 513	2 614 340	5 084 524	20 695 507	0,7%	15,9%	75,1%
Engagements hors bilan	159 672 987	1 134 290	224 738	504 604	142 823	209 410	0,3%	12,6%	93,2%
Total	537 805 246	33 044 626	27 799 251	3 118 944	5 227 347	20 904 916	0,6%	15,8%	75,2%

31/12/2020	Créances et Engagements			Dépréciations			Taux de couverture		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	20 032 312			599 056			3,0%		
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit									
Prêts et créances sur la clientèle									
Titres de dettes	20 032 312			599 056			3,0%		
Actifs financiers au coût amorti	347 324 077	33 491 477	28 089 754	2 338 961	4 836 887	19 488 624	0,7%	14,4%	69,4%
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit	31 340 508		23 594	35 666		23 485	0,1%		99,5%
Prêts et créances sur la clientèle	298 679 777	33 403 959	28 066 160	2 197 697	4 784 646	19 465 139	0,7%	14,3%	69,4%
Titres de dettes	17 303 792	87 518		105 598	52 241		0,6%	59,7%	
Total Actif	367 356 389	33 558 844	28 089 754	2 938 017	4 844 363	19 488 624	0,8%	14,4%	69,4%
Engagements hors bilan	138 859 107	14 567 977	558 025	585 386	212 207	196 455	0,4%	1,5%	35,2%
Total	506 215 496	48 126 821	28 647 779	3 523 403	5 056 570	19 685 079	0,7%	10,5%	68,7%

2.12 Encours Dépréciés (Bucket 3) au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021			31/12/2020		
	Brut	Encours Bucket 03 Dépréciation	Net	Brut	Encours Bucket 03 Dépréciation	Net
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit	22 872	22 763	109	23 594	23 485	109
Prêts et créances sur la clientèle	27 551 641	20 672 744	6 878 897	28 066 160	19 465 139	8 601 021
Titres de dette au coût amorti						
Total des encours au coût amorti dépréciés (Bucket 3)	27 574 513	20 695 507	6 879 007	28 089 754	19 488 624	8 601 131
Total des engagements dépréciés hors-bilan (Bucket 3)	224 738	209 410	15 328	558 025	196 455	361 570

2.13 Titres au coût amorti au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Titres au coût amorti	30/06/2021	31/12/2020
Effets publics et valeurs assimilées	14 181 538	13 428 249
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 980 131	3 963 061
Total	18 161 669	17 391 310
Dépréciations	83 863	157 839
Valeur au bilan	18 077 806	17 233 471

3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 Marge d'intérêt au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		
	Produits	Charges	Nets
Opérations avec la clientèle	9 197 329	1 764 342	7 432 987
Comptes et prêts / emprunts	8 652 636	1 714 150	6 938 486
Opérations de pensions	3 776	50 192	-46 416
Opérations de location-financement	540 918		540 918
Opérations interbancaires	247 426	450 489	-203 064
Comptes et prêts / emprunts	235 583	428 151	-192 568
Opérations de pensions	11 843	22 339	-10 496
Emprunts émis par le Groupe		839 695	-839 695
Opérations sur titres	1 628 530		1 628 530
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	11 073 285	3 054 527	8 018 758

3.2 Commissions nettes au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021		
	Produits	Charges	Nets
Commissions nettes sur opérations	1 173 766	36 246	1 137 520
avec les Établissements de crédit	56 773	31 481	25 292
avec la clientèle	717 805		717 805
sur titres	142 834	699	142 135
de change	22 916	1 528	21 389
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	233 438	2 538	230 900
Prestation de services bancaires et financiers	1 781 415	373 100	1 408 315
Produits nets de gestion d'OPCVM	221 124	14 698	206 426
Produits nets sur moyen de paiement	1 023 519	266 762	756 757
Assurance	18 358		18 358
Autres	518 414	91 641	426 773
Produits nets de commissions	2 955 181	409 346	2 545 835

3.3 Coût du risque au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021
Dotations aux provisions	-3 238 702
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	-2 856 226
Provisions pour dépréciation des titres	-117 302
Provisions pour risques et charges	-265 173
Reprises de provisions	1 979 534
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	1 620 279
Provisions pour dépréciation des titres	76 336
Provisions pour risques et charges	282 918
Variation de provisions	-644 497
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-262 221
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-405 643
Récupérations sur prêts et créances amorties	36 235
Autres	-12 867
Total	-1 903 665

4. INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉS

L'information sectorielle d'Attijariwafa bank est articulée autour des pôles d'activités suivants :

- Banque Maroc, Europe et Zone Offshore** comprenant Attijariwafa bank SA, Attijariwafa bank Europe, Attijari International bank ainsi que les holdings portant des participations dans les filiales consolidées par le Groupe;
- Sociétés de Financement Spécialisées** comprenant les filiales marocaines de crédit à la consommation, crédits immobiliers, leasing, factoring et transfert d'argent cash;
- Banque de détail à l'international** comprenant les banques de l'Afrique du nord notamment Attijari bank Tunisie, Attijariwafa bank Egypt et Attijaribank Mauritanie ainsi que les banques de la zone CEMAC et la zone UEMOA;
- Assurance** comprenant notamment Wafa Assurance et ses filiales les plus significatives.

(en milliers de dirhams)

BILAN JUIN 2021	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	TOTAL
Total Bilan	348 754 840	38 897 636	49 954 451	142 183 167	579 790 094
dont					
Éléments de l'Actif					
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	63 599 441	126 265		1 841 175	65 566 880
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 750 527	178 625	40 343 011	22 065 306	65 337 469
Titres au Coût Amorti	10 636 949	12 500		7 428 357	18 077 806
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés, au coût amorti	18 403 901	476 789	37 568	7 416 343	26 334 601
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	229 055 897	34 178 301	3 086 411	75 673 710	341 994 318
Immobilisations corporelles	3 132 737	819 884	159 538	2 321 551	6 433 710
Éléments du Passif					
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	36 703 340	1 557 852	77 256	4 966 218	43 304 666
Dettes envers la clientèle	258 677 832	5 866 919	3 915	104 231 065	368 779 731
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			40 780 173		40 780 173
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	15 528 333	506 540		939 938	16 974 811
Capitaux propres	42 707 289	2 536 656	4 743 004	6 009 909	55 996 858

COMPTE DE RÉSULTAT JUIN 2021	Banque Maroc, Europe et Zone Offshore	Sociétés de Financement Spécialisées	Assurance et Immobilier	Banque de Détail à l'International	Eliminations	TOTAL
Marge d'intérêt	4 188 681	642 690	420 645	2 808 687	-41 945	8 018 758
Marge sur commissions	1 436 786	490 663	-10 264	1 063 689	-435 039	2 545 835
Produit net bancaire	6 407 454	1 357 240	765 865	4 100 269	-161 858	12 468 970
Charges de fonctionnement	2 262 252	498 972	317 515	1 876 349	-161 858	4 793 231
Résultat d'exploitation	2 600 608	561 108	281 731	1 552 330		4 995 777
Résultat net	1 516 440	354 001	239 411	1 088 344		3 198 195
Résultat net part du Groupe	1 503 376	272 106	97 627	739 605		2 612 714

5. ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

5.1 Engagements de financement

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Engagements de financement donnés	87 778 380	78 529 974
Engagements de financement reçus	1 635 054	3 658 405

5.2 Engagements de garantie

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
Engagements de garantie donnés	73 253 635	75 455 135
Engagements de garantie reçus	62 814 709	63 899 433

6. AUTRES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

6.1 Certificats de dépôt et bons des sociétés de financement au cours du premier semestre 2021

L'encours des certificats de dépôt à fin Juin 2021 s'élève à 17,2 milliards de dirhams.

Au cours du premier semestre 2021, 3,7 milliards de dirhams de certificats de dépôt ont été émis dont la maturité est comprise entre 52 semaines et 5 ans et les taux entre 1,98% et 11,50%.

L'encours des bons des sociétés de financement à fin Juin 2021 s'élève à 7,3 milliards de dirhams.

Au cours du premier semestre 2021, 300 millions de dirhams de bons des sociétés de financement ont été émis, de maturité comprise entre 2 et 5 ans. Les taux associés varient entre 1,98% et 2,41%.

6.2 Dettes subordonnées émises au cours du premier semestre 2021 :

Au cours du premier semestre de l'année 2021, le groupe Attijariwafa bank n'a émis aucun emprunt obligataire subordonné.

6.3 Le capital et résultat par action

6.3.1 Nombre d'actions et valeur nominale :

Au 30 juin 2021, le capital d'Attijariwafa bank s'élève à 2 131 729 870 de dirhams.

Le capital est constitué de 213 172 987 actions ordinaires de 10 dirhams de nominal.

6.3.2 Actions Attijariwafa bank détenues par le Groupe :

Au 30 juin 2021, le groupe Attijariwafa bank détient 13 226 583 actions Attijariwafa bank représentant un montant global de 2 461 millions de dirhams qui vient en déduction des capitaux propres consolidés.

6.3.3 Résultat par action :

La banque n'a pas d'instruments dilutifs en actions ordinaires. Par conséquent, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

(en dirhams)

(En MAD)	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2020
Résultat par action	12,26	14,38	5,95
Résultat dilué par action	12,26	14,38	5,95

6.4 Actifs financiers valorisés à la juste valeur

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers en juste valeur détenus à des fins de transaction	63 979 869	18 338 412	45 641 457	
Créances sur les Etablissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeurs reçues en pension				
Effets publics et valeurs assimilées	38 297 705		38 297 705	
Obligations et autres titres à revenu fixe	7 274 836		7 274 836	
Actions et autres titres à revenu variable	18 338 412	18 338 412		
Titres de participation non consolidés				
Instruments dérivés	68 916		68 916	
Créances rattachées				
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 587 011		1 399 983	187 028
Obligations et autres titres à revenu fixe	260 128		260 128	
Actions et autres titres à revenu variable	1 189 074		1 139 855	49 219
Titres de participation non consolidés	137 809			137 809
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	65 337 469	22 888 120	27 094 638	15 354 711
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	22 816 014		22 816 014	
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 178 444			2 178 444
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (Assurance)	40 343 011	4 501 794	30 704 689	5 136 528

6.5 Périmètre de consolidation

Dénomination	Secteur d'activité	(A)	(B)	(C)	(D)	Pays	Méthode	% Contrôle	% Intérêt
ATTIJARIWABA BANK	Banque					Maroc	Top		
ATTIJARIWABA EUROPE	Banque					France	IG	99,78%	99,78%
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK	Banque					Maroc	IG	100,00%	100,00%
COMPAGNIE BANCAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST	Banque					Sénégal	IG	83,08%	83,08%
ATTIJARIBANK TUNISIE	Banque					Tunisie	IG	58,98%	58,98%
LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LE MALI	Banque					Mali	IG	66,30%	66,30%
CREDIT DU SENEGAL	Banque					Sénégal	IG	95,00%	95,00%
UNION GABONAISE DE BANQUE	Banque					Gabon	IG	58,71%	58,71%
CREDIT DU CONGO	Banque					Congo	IG	91,00%	91,00%
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE	Banque					Côte d'Ivoire	IG	67,00%	67,00%
SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE CAMEROUN	Banque					Cameroon	IG	51,00%	51,00%
ATTIJARIBANK MAURITANIE	Banque					Mauritanie	IG	100,00%	67,00%
BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE AU TOGO	Banque					Togo	IG	56,58%	56,58%
ATTIJARIWABA BANK EGYPT	Banque					Egypte	IG	100,00%	100,00%
BANK ASSAFA	Banque					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WABA SALAF	Crédit à la consommation					Maroc	IG	50,91%	50,91%
WABA BAIL	Leasing					Maroc	IG	98,70%	98,70%
WABA IMMOBILIER	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI IMMOBILIER	Crédit immobilier					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI FACTORING MAROC	Affacturation					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WABA CASH	Activités cash					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WABA LLD	Location longue durée					Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI FINANCES CORP	Banque d'affaire					Maroc	IG	100,00%	100,00%
WABA GESTION	Gestion d'actif					Maroc	IG	66,00%	66,00%
ATTIJARI INTERMEDIATION	Intermédiation boursière					Maroc	IG	100,00%	100,00%
FCP SECURITE	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP OPTIMISATION	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP STRATEGIE	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP EXPANSION	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
FCP FRUCTI VALEURS	OPCVM dédié					Maroc	IG	39,65%	39,65%
WABA ASSURANCE	Assurance					Maroc	IG	39,65%	39,65%
ATTIJARI ASSURANCE TUNISIE	Assurance					Tunisie	IG	58,98%	50,28%
WABA IMMA ASSISTANCE	Assurance					Maroc	IG	72,15%	45,39%
BCM CORPORATION	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
OGM	Holding					Maroc	IG	50,00%	50,00%
ANDALUCARTHAGE	Holding					Maroc	IG	100,00%	100,00%
KASOVI	Holding					Ile maurice	IG	100,00%	100,00%
SAF	Holding					France	IG	99,82%	99,82%
FILAF	Holding					Sénégal	IG	100,00%	100,00%
CAFIN	Holding					Sénégal	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATIONS	Holding					France	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI MAROCO-MAURITANIE	Holding					France	IG	67,00%	67,00%
ATTIJARI IVOIRE	Holding					Maroc	IG	66,67%	66,67%
ATTIJARI HOLDING AFRICA	Holding		(3)			Maroc	IG	100,00%	100,00%
ATTIJARI WEST AFRICA	Holding		(3)			Côte d'Ivoire	IG	100,00%	100,00%
SUCCURSALE BURKINA	Succursale		(3)			Burkina Faso	IG	83,08%	83,08%
SUCCURSALE BENIN	Succursale		(3)			Bénin	IG	83,08%	83,08%
SUCCURSALE NIGER	Succursale		(3)			Niger	IG	83,08%	83,08%
MOUSSAFIR	Hôtellerie					Maroc	MEE	33,34%	33,34%
ATTIJARI SICAR	Capital risque					Tunisie	IG	74,13%	43,72%
PANORAMA	Société immobilière					Maroc	IG	39,65%	39,65%
SOCIETE IMMOBILIERE TOGO LOME	Société immobilière					Togo	IG	100,00%	100,00%

(A) Mouvements intervenus au second semestre 2019
 (B) Mouvements intervenus au premier semestre 2020
 (C) Mouvements intervenus au second semestre 2020
 (D) Mouvements intervenus au premier semestre 2021

1 - Acquisition. 6 - Fusion entre entités consolidées.
 2 - Création, franchisement de seuil 7 - Changement de méthode - Intégration globale à Mise en équivalence.
 3 - Entrée de périmètre IFRS. 8 - Changement de méthode - Mise en équivalence à Intégration globale.
 4 - Cession. 9 - Reconsolidation.
 5 - Déconsolidation.



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
 20 050 Casablanca - Maroc

Deloitte.

Deloitte Audit

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
 Bâtiment C, Tour Ivoire 3, 3^{ème} étage
 La Marina - Casablanca

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2021

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire d'Attijariwafa bank et ses filiales (Groupe Attijariwafa bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 55.996.858, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 3.198.195.

Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le Conseil d'administration en date du 21 septembre 2021 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Attijariwafa bank arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel de Bank Al Maghrib, comprenant les normes IFRS publiées par l'IASB à l'exception de l'application des dispositions de la norme IFRS 9 aux activités d'assurance du groupe, différée jusqu'à l'entrée en vigueur de la norme IFRS 17.

Casablanca, le 22 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
 Associé

DELOITTE AUDIT

Sakina BENSOUA KORACHI
 Associée

PUBLICATION DES COMPTES

Comptes sociaux au 30 juin 2021

1. Présentation

Attijariwafa bank est une société de droit commun constituée au Maroc. Les états de synthèse comprennent les comptes du siège ainsi que les agences établies au Maroc.

2. Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse d'Attijariwafa bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

3. Créances et engagements par signature

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :
 - créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
 - crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés au hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle).
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances en créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produit à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance ont connus une évolution favorable : remboursements effectifs (totaux ou partiels) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.
- La banque a procédé à un abandon de créances en souffrance par utilisation des provisions correspondantes constituées.

4. Dettes à vue et à terme

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,

- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

5. Portefeuille Titres

5.1. Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété) d'autre part en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

5.2. Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance. Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). À chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultat.

5.3. Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieur à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont enregistrés au pied de coupon. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

À chaque arrêté comptable la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

5.4. Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une longue période, des revenus réguliers.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu. La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est amortie sur la durée résiduelle du titre.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelle que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latents ne sont pas enregistrés.

5.5. Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

À chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

5.6. Pensions livrées

- Les titres donnés en pension sont maintenus à l'actif et continuent d'être évalués suivant les règles applicables à leur catégorie. Le montant encaissé et les intérêts courus sur la dette sont enregistrés au passif.
- Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits à l'actif du bilan. Le montant décaissé et les intérêts courus sur la créance sont enregistrés à l'actif.

6. Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

7. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture ».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan des entités étrangères sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique. L'écart résultant de la correction (cours de clôture – cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste « écart de conversion ».

Conversion des éléments du compte de résultat

À l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice.

8. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à la discrétion des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

9. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Droit au bail	Non amortissable
- Brevets et marques	N/A
- Immobilisations en recherche et développement	N/A
- Logiciels informatiques	6,67
- Autres éléments du fonds de commerce	5

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Terrain	Non amortissable
- Immeubles d'exploitation	25
- Mobilier de bureau	6,67
- Matériel informatique	6,67
- Matériel roulant	5
- Agencements, aménagement et installations	6,67

10. Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent les dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
- Frais préliminaires	3
- Frais d'acquisition des immobilisations	5
- Frais d'émission des emprunts	N/A
- Primes d'émission ou de remboursement de titres de créance	N/A
- Autres charges à répartir	Entre 3 et 5 ans selon le cas

11. Prise en charge des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

12. Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

PUBLICATION DES COMPTES
Comptes sociaux au 30 juin 2021

BILAN au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

ACTIF	30/06/2021	31/12/2020
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 668 135	9 579 714
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	34 738 573	42 771 234
. A vue	8 496 124	13 703 360
. A terme	26 242 449	29 067 874
Créances sur la clientèle	216 036 032	207 577 423
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	64 138 327	59 353 560
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	62 330 893	62 224 119
. Crédits et financements participatifs immobiliers	64 188 510	64 086 421
. Autres crédits et financements participatifs	25 378 302	21 913 323
Créances acquises par affacturage	11 447 174	10 138 680
Titres de transaction et de placement	67 519 298	69 047 359
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	39 544 181	44 255 378
. Autres titres de créance	9 628 219	6 506 843
. Titres de propriété	18 246 484	18 185 793
. Certificats de Sukuks	100 414	99 345
Autres actifs	6 948 710	5 991 609
Titres d'investissement	9 413 866	9 595 637
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 413 866	9 595 637
. Autres titres de créance		
. Certificats de Sukuks		
Titres de participation et emplois assimilés	20 536 754	18 942 733
. Participation dans les entreprises liées	16 564 197	17 918 659
. Autres titres de participation et emplois assimilés	3 972 557	1 024 074
. Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées		
Dépôts d'investissement placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	709 980	834 420
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	2 476 424	2 523 161
Immobilisations corporelles	2 149 376	3 509 788
Total de l'Actif	379 644 322	380 511 758

PASSIF	30/06/2021	31/12/2020
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	38 614 782	42 804 688
. A vue	6 485 054	2 324 599
. A terme	32 129 728	40 480 089
Dépôts de la clientèle	252 736 769	245 156 343
. Comptes à vue créditeurs	179 948 862	172 590 254
. Comptes d'épargne	29 789 713	29 558 322
. Dépôts à terme	30 586 825	32 308 060
. Autres comptes créditeurs	12 411 369	10 699 708
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	12 371 699	11 850 235
. Titres de créance négociables émis	12 371 699	11 850 235
. Emprunts obligataires émis		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	10 723 330	17 148 689
Provisions pour risques et charges	4 456 540	4 379 195
Provisions réglementées	441 000	504 000
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	15 528 333	15 573 597
Dépôts d'investissement reçus		
Ecarts de réévaluation	420	420
Réserves et primes liées au capital	33 223 146	31 967 402
Capital	2 131 730	2 098 597
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	6 716 822	6 709 974
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	2 699 752	2 318 618
Total du Passif	379 644 322	380 511 758

HORS BILAN au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

HORS BILAN	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNÉS	152 058 346	143 369 572
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	2 660 977	1 077 126
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	78 341 000	71 127 971
Engagements de garantie d'ordre d'Établissements de crédit et assimilés	14 276 327	14 785 726
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	55 946 259	56 378 749
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	833 783	
ENGAGEMENTS RECUS	33 256 096	17 696 128
Engagements de financement reçus d'Établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'Établissements de crédit et assimilés	31 906 784	17 228 794
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	471 250	463 938
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	878 062	3 396
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30/06/2021	30/06/2020
+ Intérêts et produits assimilés	5 507 561	5 677 713
- Intérêts et charges assimilées	1 286 489	1 616 992
MARGE D'INTERET	4 221 072	4 060 720
+ Produits sur financements participatifs		
- Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	47 379	47 164
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	193 156	71 220
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-145 777	-24 056
+ Produits sur immobilisations données en Ijara		
- Charges sur immobilisations données en Ijara		
RESULTAT DES OPERATIONS D'IJARA		
+ Commissions perçues	983 457	867 921
- Commissions servies	190	47 878
Marge sur commissions	983 267	820 043
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	686 394	1 195 888
+ Résultat des opérations sur titres de placement	818	-716
+ Résultat des opérations de change	524 235	355 426
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	177 313	-278 397
Résultat des opérations de marché	1 388 760	1 272 201
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	1 451 870	1 325 278
- Diverses autres charges bancaires	675 592	602 104
PRODUIT NET BANCAIRE	7 223 600	6 852 082
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-95 411	-1 843
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	82 529	87 155
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
- Charges générales d'exploitation	2 341 084	2 355 598
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4 869 634	4 581 796
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-1 379 081	-1 113 065
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	38 449	-388 103
RESULTAT COURANT	3 529 001	3 080 628
RESULTAT NON COURANT	-138 965	-306 513
- Impôts sur les résultats	690 284	782 368
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2 699 752	1 991 747

II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2021	30/06/2020
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2 699 752	1 991 747
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	292 382	287 978
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	281 128	1 843
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	180 000	382 000
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		168 000
- Reprises de provisions	378 677	
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	12 033	5 790
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	715 629	
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	529 912	
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2 876 835	2 825 778
- Bénéfices distribués		
+ AUTOFINANCEMENT	2 876 835	2 825 778

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Crédits par décaissement	Crédits par signature	Total	Provisions Crédits par décaissement	Provisions Crédits par signature	Total
30/06/2021	15 171 804	1 096 650	16 268 454	11 013 525	633 389	11 646 914

TABLEAU DE PRÉSENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

1 ^{ER} Semestre 2021	ANNEE 2020	1 ^{ER} Semestre 2020
10 229 091	18 580 424	10 188 333

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	30/06/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	10 229 091	10 188 333
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	414 530	489 190
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 941 248	5 036 671
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	151 783	151 852
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	1 451 870	1 325 278
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	47 379	47 164
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	982 933	867 299
Autres produits bancaires	2 239 348	2 270 879
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 005 491	3 336 251
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	216 455	381 451
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	906 305	1 055 791
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	163 729	179 751
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	193 156	71 220
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	1 525 846	1 648 038
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	7 223 600	6 852 083
Produits d'exploitation non bancaire	798 158	87 155
Charges d'exploitation non bancaire	529 912	
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2 341 085	2 355 598
Charges de personnel	1 104 967	1 090 339
Impôts et taxes	37 514	48 452
Charges externes	865 664	893 038
Autres charges générales d'exploitation	40 558	35 792
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	292 382	287 978
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	2 159 207	1 907 082
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 062 610	1 325 977
Pertes sur créances irrécouvrables	470 967	38 474
Autres dotations aux provisions	625 630	542 631
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	537 446	404 070
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	137 320	213 219
Récupérations sur créances amorties	17 176	38 167
Autres reprises de provisions	382 950	152 684
RESULTAT COURANT	3 529 001	3 080 628
Produits non courants	66 898	3 877
Charges non courantes	205 862	310 390
RESULTAT AVANT IMPOTS	3 390 036	2 774 115
Impôts sur les résultats	690 284	782 368
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	2 699 752	1 991 747

 (-) signifie moins
 (+) signifie plus

ÉTAT DES DÉROGATIONS au 30 juin 2021

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NÉANT	NÉANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NÉANT	NÉANT

ÉTAT DES CHANGEMENTS DE MÉTHODES au 30 juin 2021

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NÉANT	NÉANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NÉANT	NÉANT

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Établissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	3 175 512	6 512	1 919 328	5 156 049	10 257 401	18 708 565
VALEURS RECUES EN PENSION		999 951			999 951	
- au jour le jour						
- à terme		999 951			999 951	
PRETS DE TRESORERIE	1 150 000		7 223 730	2 229 618	10 603 348	13 161 515
- au jour le jour	1 150 000				1 150 000	
- à terme			7 223 730	2 229 618	9 453 348	13 161 515
PRETS FINANCIERS	1 781 172		8 599 319	3 247 447	13 627 938	14 226 543
AUTRES CREANCES	1 958 294		300 012	548	2 258 854	1 622 759
INTERETS COURUS A RECEVOIR					166 591	184 582
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	3 175 512	5 895 929	18 042 389	10 633 662	37 914 083	47 903 964

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	31/12/2020
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	8 645 360	16 935 040
2. (+) Récupérations sur créances amorties	17 176	42 837
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	137 394	111 141
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées (*)	-5 125 340	-8 083 051
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées		
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-2 048 703	-4 162 031
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-690 284	-1 330 010
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	935 603	3 513 926
Variation des :		
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	8 032 661	-9 482 766
9. (±) Créances sur la clientèle	-9 767 104	-7 340 522
10. (±) Titres de transaction et de placement	1 528 061	-1 139 185
11. (±) Autres actifs	-957 101	-2 106 742
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	124 440	163 036
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-4 189 906	5 312 013
14. (±) Dépôts de la clientèle	7 580 425	12 027 469
15. (±) Titres de créance émis	521 464	-1 119 084
16. (±) Autres passifs	-6 425 359	-2 560 966
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-3 552 419	-6 246 747
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-2 616 816	-2 732 821
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	2 398 343	
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	16 923	47 090
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-4 165 170	-1 198 813
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-136 485	-620 665
21. (+) Intérêts perçus	131 861	268 704
22. (+) Dividendes perçus	1 451 870	1 376 680
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-302 658	-127 004
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24. (+) Emission de dettes subordonnées		2 500 000
25. (+) Emission d'actions	1 285 564	
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés	-277 669	-526 916
28. (-) Dividendes versés		
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	1 007 895	1 973 084
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	-1 911 579	-886 741
VII. TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	9 579 714	10 466 455
VIII. TRÉSORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	7 668 135	9 579 714

(*) : y compris les dotations nettes de provisions

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CRÉDITS DE TRÉSORERIE	1 543 270	1 186 771	46 065 611	2 955 091	51 750 743	47 070 234
- Comptes à vue débiteurs	310 170	1 186 771	11 621 213	1 805 128	14 923 282	18 678 353
- Créances commerciales sur le Maroc			3 563 037		3 563 037	3 696 852
- Crédits à l'exportation			160 944	31 210	192 154	249 196
- Autres crédits de trésorerie	1 233 100		30 720 417	1 118 753	33 072 270	24 445 833
CRÉDITS A LA CONSOMMATION			349 243	11 621 406	11 970 649	11 735 644
CRÉDITS A L'EQUIPEMENT	37 565 035		22 655 245	1 097 742	61 318 022	61 297 027
CRÉDITS IMMOBILIERS	62 311		11 565 385	52 557 679	64 185 375	64 082 245
AUTRES CRÉDITS	127	18 807 189	2 208 347	197 789	21 213 452	17 143 229
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	11 013 031		357 679	30 074	11 400 784	10 092 290
INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR					1 485 902	1 531 824
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	11 907	6 667	1 045 697	3 094 008	4 158 279	4 763 610
- Créances pré-douteuses			91	1 308 830	1 308 921	1 529 859
- Créances douteuses			26 437	544 246	570 683	594 101
- Créances compromises	11 907	6 667	1 019 169	1 240 932	2 278 675	2 639 650
TOTAL	50 195 681	20 000 627	84 247 207	71 553 789	227 483 206	217 716 103

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

TITRES	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	ÉMETTEURS PUBLICS	ÉMETTEURS PRIVÉS		30/06/2021	30/06/2020
			FINANCIERS	NON FINANCIERS		
TITRES CÔTÉS	13 246		18 050 799	165 829	18 229 874	18 169 168
. Bons du trésor et valeurs assimilées						
. Obligations						
. Autres titres de créances						
. Titres de propriété	13 246		18 050 799	165 829	18 229 874	18 169 168
. Certificats de Sukuks						
TITRES NON CÔTÉS	8 588 386	49 053 117	860 061	96 226	58 597 790	60 268 249
. Bons du trésor et valeurs assimilées		48 821 622			48 821 622	53 596 617
. Obligations	1 538 784	23 541		89 946	1 652 271	1 673 069
. Autres titres de créances	7 048 931	99 442	858 499		8 006 872	4 882 591
. Titres de Propriété	671	8 098	1 562	6 280	16 611	16 627
. Certificats de Sukuks		100 414			100 414	99 345
TOTAL GÉNÉRAL	8 601 632	49 053 117	18 910 860	262 055	76 827 664	78 437 417

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	65 024 572	65 024 572				
. BONS ET VALEURS ASSIMILEES	39 544 180	39 544 180				
. OBLIGATIONS	89 946	89 946				
. AUTRES TITRES DE CRÉANCES	7 081 495	7 081 495				
. TITRES DE PROPRIÉTÉ	18 208 537	18 208 537				
. CERTIFICATS DE SUKUKS	100 414	100 414				
TITRES DE PLACEMENT	2 487 408	2 458 772		15 020	28 636	28 636
. BONS ET VALEURS ASSIMILEES						
. OBLIGATIONS	1 562 325	1 562 325		937		
. AUTRES TITRES DE CRÉANCES	858 499	858 499				
. TITRES DE PROPRIÉTÉ	66 584	37 948		14 083	28 636	28 636
. CERTIFICATS DE SUKUKS						
TITRES D'INVESTISSEMENT	9 344 320	9 344 320				
. BONS ET VALEURS ASSIMILEES	9 277 442	9 277 442				
. OBLIGATIONS						
. AUTRES TITRES DE CRÉANCES	66 878	66 878				
. CERTIFICATS DE SUKUKS						

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

ACTIF	MONTANT AU 30/06/2021	MONTANT AU 31/12/2020
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	68 916	168 384
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		
DEBITEURS DIVERS	438 496	1 451 449
Sommes dues par l'État	372 294	965 658
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	354	
Comptes clients de prestations non bancaires	35	37
Divers autres débiteurs	65 813	485 754
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	1 197 729	801
COMPTES DE REGULARISATION	5 110 426	4 237 832
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	3 071	34 981
Comptes d'écarts sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	886 918	1 008 105
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	110 238	291 580
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	3 121 983	2 056 632
Autres comptes de régularisation	988 216	846 534
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DIVERSES	133 143	133 143
TOTAL	6 948 710	5 991 609

(1) dans le cadre de l'application de la circulaire 4/W/2021, les datations et rémérés qui étaient auparavant comptabilisés en immobilisations hors exploitation ont été reclassés dans la rubrique "Autres actifs"

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions / Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	1 550 972	101 387	295 458	1 356 901	193 156	646 921			709 980
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	1 518 036		295 458	1 222 578	193 156	624 985			597 593
- Crédit-bail mobilier en cours	386			386					386
- Crédit-bail mobilier loué	1 517 650		295 458	1 222 192	193 156	624 985			597 207
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation									
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	25 647			25 647		21 936			3 711
- Crédit-bail immobilier en cours									
- Crédit-bail immobilier loué	25 647			25 647		21 936			3 711
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation									
LOYERS COURUS A RECEVOIR									
LOYERS RESTRUCTURES									
LOYERS IMPAYES	7 289	101 387		108 676					108 676
CRÉANCES EN SOUFFRANCE									
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE									
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE									
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE									
LOYERS COURUS A RECEVOIR									
LOYERS RESTRUCTURES									
LOYERS IMPAYES									
LOYERS EN SOUFFRANCE									
TOTAL	1 550 972	101 387	295 458	1 356 901	193 156	646 921			709 980

CRÉANCES SUBORDONNÉES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CRÉANCES	Montant				Dont Entreprises liées et Apparentées	
	30/06/2021			31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
	Brut 1	Prov. 2	Net 3	Net 4	Net 5	Net 6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	N E A N T					
Créances subordonnées à la clientèle	N E A N T					
TOTAL						

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE	Montant brut à la fin de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant des Reclassements Immobilisations (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Montant des amortissements sur Reclassement Immobilisations		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 611 311	80 540			4 691 851	2 088 149	127 277			2 215 426	2 476 425
Droit au bail	315 427				315 427						315 427
Immobilisations en recherche et développement											
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	4 295 884	80 540			4 376 424	2 088 149	127 277			2 215 426	2 160 998
- Immobilisations incorporelles hors exploitation											
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 077 815	55 945	8 234	1 526 903	7 598 623	5 426 132	165 105	3 344	138 645	5 449 248	2 149 375
- Immeubles d'exploitation	2 157 325	1 459			2 158 784	1 066 336	23 969			1 090 305	1 068 479
Terrain d'exploitation	578 697				578 697	-					578 697
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 529 249	1 459			1 530 708	1 019 178	23 690			1 042 868	487 840
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	49 379				49 379	47 158	279			47 437	1 942
- Mobilier et matériel d'exploitation	2 586 103	15 938	428		2 601 613	2 108 871	62 965	368		2 171 468	430 145
Mobilier de bureau d'exploitation	477 575	3 150			480 725	430 444	15 343			445 787	34 938
Matériel de bureau d'exploitation	1 017 668	6 016			1 023 684	843 950	13 476			857 426	166 258
Matériel Informatique	1 082 678	6 772			1 089 450	826 427	34 096			860 523	228 927
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	8 182		428		7 754	8 050	50	368		7 732	22
Autres matériels d'exploitation											
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 209 189	37 810			2 246 999	1 801 720	57 364			1 859 084	387 915
- Immobilisations corporelles hors exploitation	2 125 198	738	7 806	1 526 903	591 227	449 205	20 807	2 976	138 645	328 391	262 836
Terrains hors exploitation	840 263		464	787 157	52 642						52 642
Immeubles hors exploitation	1 041 153		7 277	739 746	294 130	296 486	16 248	2 912	138 645	171 177	122 953
Mobiliers et matériel hors exploitation	68 755	105			68 860	48 022	29			48 051	20 809
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	175 027	633	65		175 595	104 697	4 530	64		109 163	66 432
TOTAL	13 689 126	136 485	8 234	1 526 903	12 290 474	7 514 281	292 382	3 344	138 645	7 664 674	4 625 800

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
	IMMOBILIERS	8 132	3 302	4 830	16 728	11 898	
	TERRAINS	464		464			
	IMMEUBLES	7 277	2 911	4 366			
	FRAIS D'ACQUISITION	326	326				
	AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS ET INSTALLATIONS	65	65				
	MOBILIERS ET MATERIEL	428	368	60	195	135	
	MATERIEL ROULANT DE SERVICE	143	106	37			
	MATERIEL ROULANT DE FONCTION	285	262	23			
TOTAL GÉNÉRAL		8 560	3 670	4 890	16 923	12 033	

DÉTAIL DES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Dénomination ou raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part du capital détenue	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
A- Participations dans les entreprises liées				17 627 820	16 736 212				1 035 050
ATTIJARIWAFABANK EGYPT	Banque	995 129 KEGP	60,00%	3 244 162	2 871 649	30/06/2020	5 256 353 KEGP	133 652 KEGP	
ATTIJARI TCHAD	Banque	10 000 000 KFCFA	100,00%	166 280	166 280		-	-	
BANK ASSAFA	Banque	600 000	100,00%	600 000	600 000	31/12/2019	241 877	-92 315	
CREDIT DU CONGO	Banque	10 476 730 KFCFA	91,00%	608 734	608 734	31/12/2019	25 482 000 KFCFA	5 717 000 KFCFA	
SOCIETE CAMEROUNAISE DE BANQUE "SCB"	Banque	10 540 000 KFCFA	51,00%	379 110	379 110	31/12/2019	56 626 000 KFCFA	9 521 000 KFCFA	
SUCCURSALE DE BRUXELLES EX BCM	Banque	558 KEURO	100,00%	57 588	57 588	30/06/2017	1 632 KEUR		
UNION GABONAISE DE BANQUES "UGB GABON"	Banque	10 000 000 KFCFA	58,71%	848 842	848 842	31/12/2019	48 425 000 KFCFA	15 505 000 KFCFA	
ATTIJARI FINANCES CORP	Banque d'affaires	10 000	100,00%	10 000	10 000	31/12/2020	86 489	58 935	51 003
ATTIJARIWAFABANK MIDDLE EAST LIMITED	Banque d'affaires	1 000	100,00%	8 194	8 194		-	-	
WAFACAMBIO	Etablissement de crédit		100,00%	963	963		-	-	
ATTIJARI INTERNATIONAL BANK "AIB"	Banque offshore	2 400 KEUR	100,00%	92 442	92 442	31/12/2020	25 320 KEURO	2 891 KEURO	25 793
WAFABANK OFFSHORE DE TANGER	Banque offshore		100,00%	5 842	5 842				
ANDALUCARTAGE	Holding	308 162 KEURO	100,00%	3 937 574	3 937 574	31/12/2020	348 995 KEURO	- 4 491 KEURO	204 196
ATTIJARI AFRIQUE PARTICIPATION	Holding	15 034 KEUR	100,00%	167 245	167 245	30/09/2020	19 790 KEUR	3 478 KEUR	
ATTIJARI AFRIQUE HOLDING	Holding	1 062 300	100,00%	1 062 300	1 062 300	30/06/2021			
ATTIJARI IVOIRE SA	Holding	32 450 KEUR	66,67%	236 891	236 891	30/09/2020	37 750 KEUR	4 899 KEUR	42 991
ATTIJARIWAFABANK EURO FINANCES	Holding	48 600 KEUR	100,00%	502 621	502 621	31/12/2020	40 873 KEURO	- 4 538 KEURO	
BCM CORPORATION	Holding	200 000	100,00%	200 000	197 531	31/12/2020	197 531	-20 565	
KASOVI	Holding	50 KUSD	100,00%	1 519 737	1 289 737	31/12/2020	156 363 KUSD	103 438 KUSD	232 419
OMNIUM DE GESTION MAROCAIN S A "OGM"	Holding	950 490	50,00%	1 638 145	1 638 145	30/06/2020	1 562 903	316 379	120 000
WAFABANK INVESTISSEMENT	Holding de promotion des investissements	1 787	100,00%	46	46	31/12/2020	1 043	-39	
ATTIJARI ASSET MANAGEMENT AAM SA (Sénégal)	Gestion d'actif	1 200 000 FCFA	70,00%	13 889	13 889	31/12/2019	2 677 902	619 253	
ATTIJARI SECURITISES CENTRAL AFRICA (ASCA)	Gestion d'actif	1 312 000 KFCFA	70,00%	15 351	15 351	31/12/2020	2 110 735 KFCFA	271 739 KFCFA	
SOMACOVAM	Gestion d'actif	5 000	100,00%	30 000		31/12/2020	-14 252	-4 477	
WAFABANK GESTION	Gestion d'actif	4 900	66,00%	236 369	236 369	31/12/2020	160 097	92 351	60 929
ATTIJARI INVEST	Gestion d'actif	5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/2019	59 818	1 520	
ATTIJARI CAPITAL DEVELOPEMENT	Capital risque	16 110	100,00%	100 878		31/12/2020	-18 973	-36 082	
CASA MADRID DEVELOPEMENT	Capital développement	10 000	50,00%	5 000	5 000	31/12/2020	10 228	-41	
WAFABANK BOURSE	Intermédiation boursière	20 000	100,00%	40 223	40 223	31/12/2019	41 589	-1 316	
ATTIJARI INTERMEDIATION	Intermédiation boursière	5 000	100,00%	39 492	39 492	31/12/2020	90 230	2 150	
ATTIJARI TITRISATION	Titrisation	11 400	100,00%	11 700	11 102	31/12/2019	11 102	1 183	
FT MIFTAH I	Fonds de titrisation	50 100	100,00%	50 100	50 100	31/12/2020	771 758	1 266	4 032
FT MIFTAH II	Fonds de titrisation	50 100	100,00%	50 100	50 100	31/12/2020	928 124	12 351	5 077
FT MIFTAH III	Fonds de titrisation		100,00%	35 000	35 000				
WAFABANK TRUST	Conseil et Ingénierie financière	1 500	100,00%	1 500	595	31/12/2020	-685	-1 280	
WAFASALAF	Crédit à la consommation	113 180	50,91%	634 783	634 783	31/12/2019	1 777	337	
WAFABANK LLD	Location Longue durée de véhicules automobiles	20 000	100,00%	20 000	20 000	31/12/2020	9 473	-22 089	
WAFABANK BAIL	Crédit-bail	150 000	58,57%	99 808	99 808	31/12/2019	1 092 502	128 152	17 610
DAR ASSAFAA LITAMWIL	Société de financement	50 000	100,00%	50 510	50 510	31/12/2019	88 917	9 224	
ATTIJARI GLOBAL RESEARCH	Services Financiers	1 000	100,00%	1 000	1 000	31/12/2020	2 128	-916	
ATTIJARI OPERATIONS AFRICA	Société de services	1 000	100,00%	1 000	618	31/12/2020	618	-21	
ATTIJARI AFRICA	Société de services	2 000	100,00%	2 000	2 000	31/12/2020	21 596	737	
ATTIJARI CIB AFRICA	Société de services	2 000	100,00%	2 000	1 483	31/12/2020	1 483	-20	
ATTIJARI IT AFRICA	Société de services	30 000	100,00%	30 000	30 000	31/12/2020	49 583	810	
ATTIJARI REIM	Titrisation	5 000	100,00%	5 000	5 000	31/12/2019	4 728	-272	
MEDI TRADE	Trading	1 200	20,00%	240	137	31/12/2020	687	-3	
WAFABANK COURTAGE	Courtage	1 000	100,00%	2 397	2 397	31/12/2020	78 846	42 831	40 000
WAFACASH	Monétique	35 050	100,00%	324 074	324 074	31/12/2019	387 592	140 844	120 000
ATTIJARI PAYMENT PROCESSING	Monétique	35 000	100,00%	25 000	25 000	31/12/2020	70 636	12 366	
DINERS CLUB DU MAROC	Gestion de cartes de paiement	1 500	100,00%	1 675	-34	31/12/2020	-462	-285	
STE MAROCAINE DE GESTION ET TRAITEMENT INFORMATIQUE "SOMGETI"	Informatique	300	100,00%	100	57	31/12/2020	57	-19	
WAFABANK SYSTEMES DATA	Informatique	1 500	100,00%	1 500	1 28	02/2018	1 118	-	
AGENA MAGHREB	Vente matériel informatique	11 000	74,96%	33	-	31/12/2020	-7 229	-124	
WAFABANK COMMUNICATION	Communication	3 000	85,00%	2 600	-	31/05/2020	-2 481	-214	
WAFABANK SYSTEMES CONSULTING	Conseil en systèmes informatiques	5 000	99,88%	4 994	4 994	28/02/2018	6 045	-	
WAFABANK SYSTEMES FINANCES	Ingénierie Informatique	2 000	100,00%	2 066	1 28	02/2018	827	-	
WAFABANK FONCIERE	Gestion immobilière	2 000	100,00%	3 700	1 661	31/12/2020	1 661	-43	
ATTIJARI AL AAKARIA AL MAGHRIBIA	Société Immobilière	10 000	100,00%	9 999	9 999	31/12/2020	17 429	-99	
ATTIJARI RECOUVREMENT	Société Immobilière	3 350	100,00%	11 863	4 009	31/12/2020	4 009	-419	
AYK	Société Immobilière	100	100,00%	100		29/09/2020	-1 093	-41	
SOCIETE IMMOBILIERE ATTIJARI AL YOUSOUFIA	Société Immobilière	50 000	100,00%	51 449	24 545	31/12/2020	24 545	-823	
STE IMMOB BOULEVARD PASTEUR " SIBP"	Société Immobilière	300	50,00%	25	25	31/12/2020	331	-121	
SOCIETE IMMOBILIERE DE L'HIVERNAGE SA	Société Immobilière	15 000	100,00%	15 531	1 758	31/12/2020	1 758	-820	
SOCIETE IMMOBILIERE MAIMOUNA	Société Immobilière	300	100,00%	5 266	1 971	31/12/2020	1 971	-235	
STE IMMOBILIERE MARRAKECH EXPANSION	Société Immobilière	300	100,00%	299	299	29/09/2020	361	-4	
SOCIETE IMMOBILIERE ZAKAT	Société Immobilière	300	100,00%	2 685	-	31/12/2020	-4 436	-2 463	
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE TOGO LOME	Société Immobilière	3 906 000 KFCFA	100,00%	66 761	66 761	31/12/2019	3 725 324 KFCFA	- 21 570 KFCFA	
ATTIJARI IMMOBILIER	Immobilier	50 000	99,99%	71 686	71 686	31/12/2019	64 107	368	
AL MIFTAH	Immobilier	100	100,00%	244	-	31/12/2020	-5 313	-768	
CAPRI	Immobilier	25 000	100,00%	88 400	-	30/06/2021	-74 928	-12 504	
WAFABANK IMMOBILIER	Immobilier	50 000	100,00%	164 364	164 364	31/12/2019	170 315	112 784	111 000
ATTIJARI PROTECTION	Sécurité	4 000	83,75%	3 350	3 350	31/05/2020	4 136	-16	

(SUITE) DÉTAIL DES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

B- Autres titres de participation		651 853	517 085				
ATTIJARIWAFABANK	Banque	2 131 730	623	623	-	-	
BANQUE D'AFFAIRE TUNISIENNE	Banque	198 741	2 583	-	-	-	
BANQUE MAGHREBINE POUR L'INVESTISSEMENT ET LE COMMERCE EXTERIEUR "BMICE"	Banque	150 000 KUSD	4,00%	53 848	52 441	31/12/2019	64 096 KUSD "- 6797 KUSD
IMMOBILIERE INTERBANCAIRE "G P B M "	Groupement professionnel des Banques	19 005	20,00%	3 801	3 801	-	-
BOURSE DE CASABLANCA	Bourse des valeurs	387 518	8,42%	32 628	32 627	31/12/2019	710 420 36 107
AGRAM INVEST	Fonds d'investissement	40 060	27,82%	10 938	6 931	30/06/2020	25 102 -
FONDS D'INVESTISSEMENT IGRANE	Fonds d'investissement	54 600	18,26%	9 970	9 157	30/06/2020	55 144 -
H PARTNERS	Fonds d'investissement	1 400 010	7,14%	100 000	43 904	31/12/2020	614 901 -149 735
MAROC NUMERIQUE FUND I	Fond d'investissement	75 000	20,00%	15 000	7 654	31/12/2020	41 675 -148
MAROC NUMERIQUE FUND II	Fond d'investissement	40 000	19,61%	7 843	2 519	31/12/2020	12 844 -1 973
ALTERMED MAGHREB EUR	Fond d'investissement	-	7,94%	5 247	-	31/12/2017	432 -
3 P FUND	Fonds d'investissement	270 020	5,00%	13 500	8 484	31/12/2020	169 677 -13 416
AM INVESTISSEMENT MOROCCO	Prise de participations	218 310	3,25%	13 000	7 411	31/12/2019	228 019 -20 020
FONDS ATTIJARI AFRICA FUNDS MULTI ASSETS	Gestion d'actif	31 KEURO		346	-	-	- -
AGRAM GESTION	Gestion d'actif			1	1		
EUROCHEQUES MAROC	Services financiers	1 500		364	-	-	- -
MOROCCAN FINANCIAL BOARD	Services financiers	400 000	12,50%	20 000	20 000	31/12/2018	408 571 9 731
TECHNOLOPARK COMPANY "MITC"	Prestation de service	46 000	17,72%	8 150	7 784	31/12/2019	65 392 835
SALIMA HOLDING	Holding	150 000	6,07%	16 600	13 533	31/12/2020	216 289 -6 653
MAROCLEAR	Dépositaire des Valeurs Mobilières	100 000		1 342	1 342	31/12/2019	306 248 1 369
EXP SERVICES MAROC S A	Services de centralisation des risques	20 000	3,00%	600	-	-	- -
INTER MUTUELLES ASSISTANCE	Assurance	-		894	-	-	- -
SMAEX	Assurance	50 000		4 278	4 278	31/12/2019	133 902 4 995
WAFAB IMA ASSISTANCE	Assurance et réassurance	50 000	32,50%	15 356	15 356	31/12/2019	146 382 25 039
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	98 200	22,40%	22 000	22 000	30/06/2020	110 575 -12 858
SOCIETE INTERBANK	Gestion de cartes bancaires	11 500	16,00%	1 840	-	-	- -
SGFG SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE DES DEPOTS BANCAIRES	Gestion du Fonds Collectif de Garantie des dépôts bancaires	1 000		59	59	31/12/2020	6 175 1 456
NOUVELLES SIDERURGIES INDUSTRIELLES	Sidérurgie	3 415 000	2,72%	62 942	62 942	30/06/2016	3 665 056 126 891
SONASID	Sidérurgie	390 000	0,27%	28 391	2 478	31/12/2019	1 284 666 8 304
BOUZNICA MARINA	Promotion Immobilière	-		500	-	-	- -
STE D'AMENAGEMENT DU PARC NOUACER"SAPINO"	Promotion Immobilière	60 429	22,69%	13 714	13 714	31/12/2018	241 656 31 700
TANGER FREE ZONE	Promotion Immobilière	335 800	16,95%	58 221	58 221	-	- -
HAWAZIN	Immobilier	960	12,50%	704	-	-	- -
INTAJ	Immobilier	576	12,50%	1 041	-	-	- -
FONCIERE EMERGENCE	Immobilier	400 214		40 289	34 982	31/12/2020	434 036 18 742
IMPRESSION PRESSE EDITION (IPE)	Edition	-		400	-	-	- -
MOUSSAFIR HOTEL	Hôtellerie	253 000	33,34%	84 343	84 343	30/06/2020	199 113 -15 924
CASA PATRIMOINE	Gestion et réhabilitation de patrimoine de casablanca	31 000	1,61%	500	500		
C- Emplois assimilés				3 362 150	3 283 457		-
COMPTES COURANTS ASSOCIÉS				3 346 315	3 267 622		
AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS				15 835	15 835		
Total Général				21 641 823	20 536 754		1 035 050

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

DETTES	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	30/06/2021	31/12/2020
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		965	548 952	1 487 077	2 036 994	2 000 239
VALEURS DONNEES EN PENSION	14 338 385				14 338 385	23 767 614
- au jour le jour						
- à terme	14 338 385				14 338 385	23 767 614
EMPRUNTS DE TRESORERIE	10 270 000	3 869 000	3 403 617	1 093 186	18 635 803	13 388 855
- au jour le jour		3 869 000	578 895		4 447 895	324 348
- à terme	10 270 000		2 824 722	1 093 186	14 187 908	13 064 507
EMPRUNTS FINANCIERS	1 992			3 216 399	3 218 391	3 426 720
AUTRES DETTES	80 933	188 314			269 247	171 307
INTERETS COURUS A PAYER					115 962	49 953
TOTAL	24 691 310	4 058 279	3 952 569	5 796 662	38 614 782	42 804 688

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

DÉPÔTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CRÉDITEURS	2 171 295	4 326 454	37 708 133	134 898 353	179 104 235	171 769 167
COMPTES D'ÉPARGNE				29 697 428	29 697 428	29 431 984
DÉPÔTS À TERME	664 300	5 149 104	5 410 876	17 795 331	29 019 611	31 810 969
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS	1 525 636	1 394 120	8 545 311	2 992 587	14 457 654	11 680 946
INTÉRÊTS COURUS À PAYER					457 841	463 277
TOTAL	4 361 231	10 869 678	51 664 320	185 383 699	252 736 769	245 156 343

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
			Valeur Nominale Unitaire	Taux	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/02/2018	02/02/2023	100	4,00%	IN FINE	300 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	13/06/2018	13/06/2023	100	3,30%	IN FINE	400 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	14/12/2018	14/12/2023	100	3,40%	IN FINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	25/01/2019	25/01/2022	100	3,08%	IN FINE	700 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	18/03/2019	18/03/2022	100	2,94%	IN FINE	300 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/03/2019	28/03/2023	100	3,06%	IN FINE	450 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	29/03/2019	29/03/2022	100	2,94%	IN FINE	240 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	29/03/2019	29/03/2023	100	3,05%	IN FINE	210 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	18/04/2019	18/04/2022	100	2,90%	IN FINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	18/04/2019	18/04/2023	100	3,03%	IN FINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	20/06/2019	20/06/2022	100	2,74%	IN FINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	20/06/2019	20/06/2023	100	2,86%	IN FINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	10/07/2019	12/07/2021	100	2,66%	IN FINE	431 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	10/07/2019	10/07/2023	100	2,88%	IN FINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/07/2019	01/08/2022	100	2,84%	IN FINE	400 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	09/09/2019	09/09/2021	100	2,68%	IN FINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/11/2019	29/11/2021	100	2,65%	IN FINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/11/2019	28/11/2022	100	2,71%	IN FINE	350 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/11/2019	28/11/2023	100	2,78%	IN FINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	12/03/2020	14/03/2022	100	2,67%	IN FINE	400 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	12/03/2020	13/03/2023	100	2,75%	IN FINE	630 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	20/03/2020	25/03/2025	100	2,98%	IN FINE	450 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	29/07/2020	29/07/2022	100	2,10%	IN FINE	270 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	07/09/2020	07/09/2022	100	2,16%	IN FINE	390 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	07/09/2020	09/09/2024	100	2,39%	IN FINE	110 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/10/2020	03/10/2022	100	2,15%	IN FINE	133 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/10/2020	02/10/2025	100	2,55%	IN FINE	100 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	15/12/2020	14/12/2021	100	2,07%	IN FINE	100 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	01/02/2021	01/02/2023	100	1,98%	IN FINE	414 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	01/02/2021	02/02/2026	100	2,41%	IN FINE	726 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	20/04/2021	20/04/2026	100	2,35%	IN FINE	1 125 000			
Total						12 229 000			

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

PASSIF	MONTANT AU 30/06/2021	MONTANT AU 31/12/2020
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	384 552	652 960
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	3 065 591	7 464 965
CRÉDITEURS DIVERS	4 752 678	5 860 094
Sommes dues à l'Etat	744 968	884 326
Sommes dues aux organismes de prévoyance	110 186	86 951
Sommes diverses dues au personnel	399 638	556 004
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	2 314 182	2 837 585
Fournisseurs de biens et services	1 154 203	1 471 536
Divers autres créditeurs	29 501	23 692
COMPTES DE REGULARISATION	2 520 509	3 170 670
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	112 941	531 491
Comptes d'écarts sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc		
Charges à payer et produits constatés d'avance	970 135	893 411
Autres comptes de régularisation	1 437 433	1 745 768
TOTAL	10 723 330	17 148 689

PROVISIONS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

PROVISIONS	Encours 31/12/2020	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2021
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	11 125 221	1 086 940	122 002	73 449	12 163 608
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	10 327 477	805 795	119 747		11 013 525
Titres de placement	30 874	17	2 255		28 636
Titres de participation et emplois assimilés	750 493	281 128		73 449	1 105 070
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	16 377				16 377
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	4 883 195	551 316	463 522	-73 449	4 897 540
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	394 147	256 815	17 572		633 390
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	2 886 739	180 000	315 677		2 751 062
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	208 579	42 546	43 675		207 450
Provisions pour autres risques et charges	889 730	71 955	23 598	-73 449	864 638
Provisions réglementées	504 000		63 000		441 000
TOTAL GENERAL	16 008 416	1 638 256	585 524		17 061 148

SUBVENTIONS FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	OBJET ECONOMIQUE	MONTANT GLOBAL	MONTANT A FIN DÉCEMBRE 2020	UTILISATION JUIN 2021	MONTANT A FIN JUIN 2021
SUBVENTIONS					
FONDS PUBLICS AFFECTES					
FONDS SPECIAUX DE GARANTIE					
TOTAL					

NÉANT

DETTES SUBORDONNÉES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (ou contrevaaleur en KDH)	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant 2020 (en contrevaaleur KDH)	Montant 06/2021 (en contrevaaleur KDH)	Montant 2020 (en contrevaaleur KDH)	Montant 06/2021 (en contrevaaleur KDH)
MAD			2,66%	7 ANS		240 800				
MAD			2,81%	7 ANS		2 146 500				
MAD			2,97%	7 ANS		1 000 000				
MAD			3,32%	7 ANS		312 000				
MAD			3,34%	7 ANS		1 200				
MAD			3,44%	7 ANS		250 000				
MAD			3,57%	7 ANS		1 110 000				
MAD			3,63%	7 ANS		603 500				
MAD			3,69%	7 ANS		325 000				
MAD			4,13%	7 ANS		257 500				
MAD			2,92%	10 ANS		925 000				
MAD			3,29%	10 ANS		154 300				
MAD			3,74%	10 ANS		758 000				
MAD			3,80%	10 ANS		320 000				
MAD			4,52%	10 ANS		588 200				
MAD			4,75%	10 ANS		880 000				
MAD			3,96%	Perpétuelle		450 000				
MAD			4,60%	Perpétuelle		849 000				
MAD			4,62%	Perpétuelle		649 900				
MAD			4,79%	Perpétuelle		400 000				
MAD			5,23%	Perpétuelle		350 100				
MAD			5,48%	Perpétuelle		151 000				
MAD			5,73%	Perpétuelle		50 000				
MAD			5,98%	Perpétuelle		100 000				
MAD			4,48%	Perpétuelle		825 000				
MAD			4,12%	Perpétuelle		500 000				
MAD			2,37%	7 ANS		330 000				
MAD			5,31%	Perpétuelle		175 000				
MAD			2,97%	7 ANS		500 000				
MAD			2,97%	7 ANS		100 000				
MAD			2,79%	7 ANS		70 000				
TOTAL						15 372 000				

(1) cours BAM au 30/06/2021 - (2) éventuellement indéterminée - (3) se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2021
Ecarts de réévaluation	420			420
Réserves et primes liées au capital	31 967 402	3 313	1 252 431	33 223 146
Réserve légale	209 860	3 313		213 173
Autres réserves	21 304 374			21 304 374
Primes d'émission, de fusion et d'apport	10 453 168		1 252 431	11 705 599
Capital	2 098 597		33 133	2 131 730
Capital appelé	2 098 597		33 133	2 131 730
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	6 709 974	6 848		6 716 822
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	2 318 618	-2 318 618		2 699 752
TOTAL	43 095 011	-2 308 457	1 285 564	44 771 870

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS	30/06/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	152 321 212	144 186 664
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	2 660 977	1 077 126
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer	532	532
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	2 660 445	1 076 594
Engagements de financement en faveur de la clientèle	78 341 000	71 127 972
Crédits documentaires import	20 280 724	15 190 148
Acceptations ou engagements de payer	3 582 104	3 258 543
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	54 478 172	52 679 281
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	14 276 327	14 785 726
Crédits documentaires export confirmés	215 852	415 149
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits donnés	1 304 556	1 081 693
Autres cautions, avals et garanties donnés	12 755 919	13 288 884
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	57 042 908	57 195 840
Garanties de crédits données	12 510 966	11 181 571
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	23 626 874	23 235 077
Autres cautions et garanties données	19 808 418	21 962 101
Engagements en souffrance	1 096 650	817 091
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	32 378 035	17 692 732
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	31 906 784	17 228 794
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues	31 906 784	17 228 794
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	471 251	463 938
Garanties de crédits	471 251	463 938
Autres garanties reçues		

ENGAGEMENTS SUR TITRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Montant
Engagements donnés	833 783
Titres achetés à réméré	
Autres titres à livrer	833 783
Engagements reçus	878 062
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	878 062

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2021	31/12/2020	30/06/2021	31/12/2020
Opérations de change à terme	75 463 439	103 571 123		
Devises à recevoir	30 086 922	41 620 303		
Dirhams à livrer	6 103 589	10 764 955		
Devises à livrer	31 699 887	41 389 879		
Dirhams à recevoir	7 573 041	9 795 986		
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés	50 506 872	57 033 265		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	6 902 111	10 555 067		
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	25 298 282	19 071 307		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	18 306 479	27 406 891		

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées		N/D	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 950 019		
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	10 950 019		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	D ≤ 1mois	1mois < D ≤ 3mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 372 256	4 106 508	10 095 986	13 522 888	7 816 447	37 914 085
Créances sur la clientèle	17 173 236	19 074 335	40 679 689	83 919 248	55 189 524	216 036 032
Créances acquises par affacturage			472 290	1 687 543	9 287 341	11 447 174
Titres de placement	271 084	533 423	828 392	861 821		2 494 720
Titres d'investissement				7 241 352	2 172 514	9 413 866
TOTAL	19 816 576	23 714 266	52 076 357	107 232 852	74 465 826	277 305 877
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	24 425 781	3 634 506	6 543 198	1 404 182	2 607 115	38 614 782
Dettes envers la clientèle	33 594 865	9 435 383	31 410 152	39 706 609	138 589 760	252 736 769
Titres de créance émis	436 029	505 834	2 670 806	8 759 030		12 371 699
Emprunts subordonnés			78 793	10 138 066	5 311 474	15 528 333
TOTAL	58 456 675	13 575 723	40 702 949	60 007 887	146 508 349	319 251 583

- Les créances et les dettes à vue sont ventilées selon les lois et conventions d'écoulement adoptées par la banque

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIES ÉTRANGÈRES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

BILAN	30/06/2021	31/12/2020
ACTIF :	33 706 049	27 635 378
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	118 731	94 192
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 657 010	18 992 991
Créances sur la clientèle	5 363 875	3 871 403
Titres de transaction et de placement et d'investissement	7 268 501	4 203 157
Autres actifs	59 339	473 635
Titres de participation et emplois assimilés	11 238 593	
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles et corporelles		
PASSIF :	18 580 493	17 372 029
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 369 586	8 098 863
Dépôts de la clientèle	9 087 177	8 256 482
Titres de créance émis		
Autres passifs	1 123 730	1 016 684
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Capital et réserves		
Provisions		
Report à nouveau		
Résultat net		
HORS BILAN :	64 396 367	58 546 112
Engagements donnés	46 658 957	43 397 919
Engagements reçus	17 737 410	15 148 193

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NOMBRE DE BENEFICIAIRE	TOTAL ENGAGEMENT
19	69 745 561

MARGE D'INTÉRÊTS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	30/06/2021	30/06/2020
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	4 941 248	5 036 671
dont : Intérêts	4 800 818	4 905 089
Commissions sur engagements	140 430	131 582
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	414 530	489 190
dont : Intérêts	379 799	454 936
Commissions sur engagements	34 731	34 254
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	151 783	151 852
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	5 507 561	5 677 713
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	906 305	1 055 791
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	216 455	381 450
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance	163 729	179 751
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	1 286 489	1 616 992
MARGE D'INTERETS	4 221 072	4 060 720

COMMISSIONS SUR PRESTATIONS DE SERVICE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

COMMISSIONS	30/06/2021	30/06/2020
Commissions sur fonctionnement de comptes	133 018	117 430
Commissions sur moyens de paiement	408 826	370 403
Commissions sur opérations sur titres	25 476	26 264
Commissions sur titres en gestion et en dépôt	44 122	42 400
Commissions sur prestations de service sur crédit	75 164	61 558
Commissions sur ventes de produits d'assurance	79 851	65 961
Commissions sur autres prestations de service	216 476	183 283
TOTAL	982 933	867 299

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CHARGES	30/06/2021	30/06/2020
Charge de personnel	1 104 967	1 090 339
Impôts et taxes	37 514	48 452
Charges externes	865 664	893 038
Autres charges générales d'exploitation	40 558	35 792
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	292 382	287 978
TOTAL	2 341 085	2 355 598

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2021	30/06/2020
+ Gains sur les titres de transaction	1 153 653	1 541 132
- Pertes sur les titres de transaction	467 259	345 244
Résultat des opérations sur titres de transaction	686 394	1 195 888
+ Plus value de cession sur titres de placement		
+ Reprise de provisions sur dépréciation des titres de placement	2 255	236
- Moins value de cession sur titres de placement	1 420	180
- Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	17	772
Résultat des opérations sur titres de placement	818	-716
+ Gains sur opérations de change virement	703 900	564 240
+ Gains sur opérations de change billets	22 271	33 921
- Pertes sur opérations de change virement	191 026	225 327
- Pertes sur opérations de change billets	10 910	17 408
Résultat des opérations de change	524 235	355 426
+ Gains sur les produits dérivés de taux d'intérêt	326 910	61 380
+ Gains sur les produits dérivés de cours de change		26 914
+ Gains sur les produits dérivés d'autres instruments	29 833	42 435
- Pertes sur les produits dérivés de taux d'intérêt	16 949	287 094
- Pertes sur les produits dérivés de cours de change	117 110	31 242
- Pertes sur les produits dérivés d'autres instruments	45 371	90 790
Résultat des opérations sur les produits dérivés	177 313	-278 397

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

CATEGORIE DES TITRES	30/06/2021	30/06/2020
Titres de placement	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	1 451 870	1 325 278
TOTAL	1 451 870	1 325 278

AUTRES PRODUITS ET CHARGES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	30/06/2021	30/06/2020
Autres produits bancaires	2 239 348	2 270 879
Autres charges bancaires	1 525 846	1 648 038
TOTAL	713 502	622 841
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	30/06/2021	30/06/2020
Produits d'exploitation non bancaire	798 158	87 155
Charges d'exploitation non bancaire	529 912	-
TOTAL	268 246	87 155
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 109 207	1 907 082
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	537 446	404 070
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	30/06/2021	30/06/2020
Produits non courants	66 898	3 877
Charges non courantes	205 862	310 390

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice
	1	2	3	(1+2-3=4)
A. TVA collectée	158 279	744 414	778 322	124 371
B. TVA à récupérer	237 113	147 460	200 795	183 778
Sur charges	79 891	149 717	177 744	51 864
Sur immobilisations	157 222	-2 257	23 051	131 914
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	-78 834	596 954	577 527	-59 407

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

INTITULES	Montant	Montant
I - RESULTAT NET COMPTABLE	2 699 752	
Bénéfice net	2 699 752	
Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	1 025 281	
1- Courantes	1 025 281	
- Impôt sur les sociétés	690 284	
- Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par les provisions	22 610	
- Dotations aux provisions pour risques généraux	180 000	
- Dotations pour pensions de retraite et obligations similaires	42 546	
- Charges exceptionnelles non déductibles	706	
- Contribution IS	74 008	
- Pénalités / dotations aux amort des immob. Hors exploitation	13 127	
- Cadeaux personnalisés	2 000	
2- Non courantes		
III - DEDUCTIONS FISCALES		1 859 401
1- Courantes		1 859 401
- Abattement 100 % sur les produits de participation		1 437 049
- Reprise de provisions utilisées (Retraite)		43 675
- Reprise de provisions pour risques et charges		378 677
2- Non courantes		
TOTAL	3 725 033	1 859 401
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		1 865 632
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		1 865 632
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		1 865 632
Bénéfice net fiscal (A - C)		1 865 632
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

I.DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	3 529 000
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	334 996
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	1 859 401
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	2 004 595
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	741 700
. Résultat courant après impôts (=)	2 787 300
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS				
* AL MADA	60, RUE D'ALGER , CAASBLANCA	97 433 137	99 127 981	
* OPCVM ET AUTRES DIVERS ACTIONNAIRES	*****	35 689 573	40 750 078	
* GROUPE MAMDA & MCMA	16 RUE ABOU INANE RABAT	14 695 732	13 089 586	6,14%
* REGIME COLLECTIF D'ALLOCATION ET DE	Hay Riad - B P 20 38 - Rabat Maroc	13 630 230	12 039 224	5,65%
* WAFI ASSURANCE	1 RUE ABDELMOUMEN CASA	13 234 912	13 234 912	6,21%
* CIMR	BD ABDELMOUMEN CASA	8 612 109	8 612 109	4,04%
* PERSONNEL DE LA BANQUE	*****	6 064 294	5 982 003	2,81%
* CAISSE MAROCAINE DE RETRAITE	140 PLACE MY EL HASSAN RABAT	5 440 523	5 169 970	2,43%
* RMA WATANIYA	83 AVENUE DES FAR CASA	2 034 075	2 034 075	0,95%
* CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	AVENUE AL ARAAR, BP 2048, HAY RIAD, RABAT	1 602 048	1 551 548	0,73%
* AXA ASSURANCES MAROC	120 AVENUE HASSAN II CASA	707 432	707 432	0,33%
B - ACTIONNAIRES ÉTRANGERS				
*SANTUSA HOLDING	AVND CANTABRIA S/N 28660 BOADILLA DEL MONTE MADRID	10 715 614	10 874 069	5,10%
TOTAL		209 859	213 172	

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

	Montant		Montant
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Report à nouveau	6 709 974	Réserve légale	3 313
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	
Résultat net de l'exercice	2 318 618	Autres affectations	2 308 457
Prélèvement sur les bénéfices		Report à nouveau	6 716 822
Autres prélèvements			
TOTAL A	9 028 592	TOTAL B	9 028 592

RÉSEAU au 30 juin 2021

(en nombre)

RESEAU	30/06/2021	31/12/2020
Guichets permanents	1 206	1 206
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	1 398	1 475
Succursales et agences en Europe	47	56
Bureaux de représentation Europe et Moyen Orient	7	7

EFFECTIFS au 30 juin 2021

(en nombre)

EFFECTIFS	30/06/2021	31/12/2020
Effectifs rémunérés	8 427	8 639
Effectifs utilisés	8 427	8 639
Effectifs équivalent plein temps	8 427	8 639
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	4 966	5 050
Employés (équivalent plein temps)	3 461	3 589
dont effectifs employés à l'étranger	51	53

RÉSULTATS DES AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES au 30 juin 2021

(en milliers de dirhams)

NATURE	JUIN 2021	DÉCEMBRE 2020	DÉCEMBRE 2019
CAPITAUX PROPRES	44 771 870	43 095 011	43 609 499
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
Produit net bancaire	7 223 600	12 184 603	12 844 430
Résultats avant impôts	3 390 036	3 648 628	6 857 021
Impôts sur les résultats	690 284	1 330 010	2 016 910
Bénéfices distribués		2 833 106	2 728 176
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale		13,50	13,00
PERSONNEL			
Montant des charges du personnel	1 104 967	2 241 884	2 314 118

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS au 30 juin 2021

I. DATATION

. Date de clôture ⁽¹⁾	30-jun-2021
. Date d'établissement des états de synthèse ⁽²⁾	sept-21

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indications des événements
. Favorables	N É A N T
. Défavorables	N É A N T

COMPTES DE LA CLIENTÈLE au 30 juin 2021

(en nombre)

	30/06/2021	31/12/2020
Comptes courants	259 520	257 706
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	907 416	886 262
Autres comptes chèques	3 035 044	2 876 928
Comptes d'affacturage	697	654
Comptes d'épargne	1 115 266	1 065 045
Comptes à terme	10 502	11 616
bons de Caisse	2 715	2 712
Autres comptes de dépôts	2 108 906	1 989 921
TOTAL	7 440 066	7 090 844



37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca - Maroc

Deloitte.

Deloitte Audit

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C, Tour Ivoire 3, 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2021

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire d'ATTIJARIWABA BANK comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2021. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 60.300.203 dont un bénéfice net de KMAD 2.699.752.

Cette situation intermédiaire a été arrêtée par le Conseil d'Administration en date du 21 septembre 2021 dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la banque arrêtés au 30 juin 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 22 septembre 2021

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

DELOITTE AUDIT

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous